la gueule ouverte

N° 97 – mercredi 17 mars 1976 – hebdomadaire 4 F

AU SOMMAIRE

- Malville cet été : un forum permanent de la contestation, page 3.
- Les herboristes en voie de disparition auront-ils des successeurs, page 4.
- Reportage au Tribunal International de Bruxelles des crimes contre les femmes, page 10.
- Echos, bouquins, réunions, annonces, recettes, etc.

IL PARAIT QUE LES FEMMES SE LIBERENT

MARS

17 *mercredi*

Jean Jacques de Felice sera-t-il un jour président de la République ? Le 17 mars 1890, L. Descaves était inculpé d'injures à l'armée, comme, par exemple, Ambroise Monod récemment. Mais là, c'était pour un roman : « Sous Off's ». Son avocat, qui le fit acquitter, Alexandre Millerand, devint par la suite Président de la République.

18 *jeudi*

Paris, XVIe chambre correctionnelle, 13 h, procès d'Agnès Ouin et Jean Lapeyrie, militants du C.A.P, accusés de vol à Inno-Montparnasse.

19 *vendredi*

Au jardin si le temps se radoucit, on peut rétablir, en région parisienne, une petite planche de "radis de 18 jours". Semer des tomates (pour repiquer plus tard) dans des jardinières de terrasses, jardins à la maison derrière une fenêtre ensoleillée et arrosés très souvent.

20 *samedi*

20 mars 1910, mort de Nadar (de son vrai nom : Félicien Tournachon) connu comme pionnier de la photographie, c'était aussi un bricoleur inventif qui s'intéressait à d'autres choses que ses contemporains (l'hélicoptère, par exemple). Un peu un Reiser, quoi.

– Opération "Marée Verte", rendez-vous à la Cité-U, bd Jourdan (voir programme page 13).

21 *dimanche*

A onze heures, cinquante minutes, neuf secondes, c'est le printemps.

Bon jour pour envoyer à "La Gueule Ouverte" une pétition contre la peine de mort signée par au moins dix copains.

Votre sympathique hebdomadaire a besoin de vos abonnements !

22 *lundi*

Dernier quartier de lune.

Comment s'y retrouver dans les quartiers de lune en regardant le ciel ? Se rappeler que la lune est contrariante. Quand elle forme un D elle est croissante. Et quand elle forme un C elle est... décroissante ! Et voilà tout.

23 *mardi*

Brouillard en mars, gelée en mai. Dicton que j'ai souvent vérifié : noter les dates de brouillard ; en mai, aux mêmes dates, il y aura des gelées matinales.

– Paris, Cité Universitaire, "Contre-Salon de l'auto" avec des participations prestigieuses dont, si tout va bien, la nôtre...

LES ÉTRONS DE LA SEMAINE

Le conseil d'Etat, méprisant, tout puissant, rejette le recours dirigé contre la déclaration d'utilité publique de l'extension du camp du Larzac.

Deux exécutions à Téhéran portent à quatorze le nombre des prisonniers politiques zigouillés depuis le début de l'année en Iran. Bah, qu'importe, continuons notre joyeuse vie de Français libéraux : sont un peu bronzés pour qu'on s'y intéresse, ces Iraniens. Quant aux 30 Nigérians passés par les armes pour les mêmes raisons cette semaine, ils étaient tout à fait noirs, alors !...

Une condamnation à mort vient d'être prononcée, en pays civilisé, en Europe, en France, à Aix-en-Provence, cette belle ville, en plein 1976. (« La Gueule Ouverte » demande à ses lecteurs d'intensifier leur envoi de pétitions contre cette pratique moyennâgeuse).

LA RECETTE DE LA SEMAINE

POT DE LEGUMES

Faire bouillir une grande marmite d'eau non salée. Y plonger successivement, dans l'ordre indiqué (le temps d'épluchage correspond à peu près aux différences de temps de cuisson) : 8 carottes coupées en quatre dans le sens de la longueur ; un gros céleri-rave coupé en assez gros morceau : 2 navets ; un pied de fenouil coupé en quatre ; un tout petit chou vert coupé en quatre ; 4 poireaux ; 12 pommes de terre coupées en deux ; 2 clous de girofle, une branche de thym, feuille de laurier, 2 feuilles de sauge. Ne saler qu'en fin de cuisson (au bout de 20 minutes) en même temps qu'on rajoute 3 gousses d'ail coupées en quatre et une poignée de persil hâché. Servir le bouillon avec un œuf poché (faire bouillir une casserole d'eau salée légèrement vinaigrée, y verser les œufs sans leurs coquilles un à un à l'aide d'une petite tasse ; quand ils remontent à la surface, ils sont cuits, les sortir avec une écumoire) posé sur une tranche de pain complet et saupoudré de râpé dans des bols individuels. On mangera ensuite les légumes avec du beurre frais. On terminera le repas, par exemple, par un fromage blanc au miel et on sera rudement bien nourris.

LA SEMAINE PASSÉE

5 mars : – « l'argent dépensé dans l'aéronautique ne profite qu'à une minorité de travailleurs et d'usagers », déclare le directeur général de la compagnie privée d'aviation UTA.

7 mars : – 58 espèces d'oiseaux migrateurs sont en voie de disparition totale.

8 mars : – le directeur de « Cité Nouvelle », qui avait publié une affiche dessinée par Cabu avec cette légende : « les tares de la justice plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup », a été condamné à 500 F d'amende pour injures envers l'armée.

– le Père Fabre, ancien directeur d'un établissement pour handicapées mentales, où une fillette de 13 ans est morte dernièrement après trois heures de camisole de force, est inculpé d'homicide involontaire.

9 mars : – Jean-Michel Caralp dénonce : sur simple demande de sa femme, il a été enfermé quarante six jours en mai 75 dans un hôpital psychiatrique. En France. Pas en Russie.

10 mars : – « La seule manière d'empêcher que l'uranium enrichi et le plutonium ne soient aussi utilisés à des fins militaires est de rendre les bombes atomiques sans objet ». C'est écrit en première page, dans l'éditorial du « Monde » (édition datée du 11 mars).

11 mars : – les boues rouges continuent à être déversées dans la Manche. Le jugement du tribunal de Rouen qui les a interdit est ouvertement bafoué.

– on a trouvé la méthode pour choisir le sexe de son enfant, annonce TF1 dans son journal de 20 h. Il suffirait de manger beaucoup de sel et pas de lait pour avoir un garçon. Efficace à 80 %, qu'ils disent.

12 mars : – on soupçonne le panda chinois d'être responsable de l'épidémie du Jardin des Plantes.

– Air France et la British Airways renoncent provisoirement à faire atterrir Concorde à New York.

13 mars : – pénurie d'uranium à partir de 1982, prévoient les experts de l'OCDE et de l'AIEA.

14 mars : – fermeture du CIDOC d'Ivan Illich à Cuernavaca (Mexique) pour raisons financières.

15 mars : – la tempête brise en deux un pétrolier au large d'Ouessant. 12000 tonnes de mazout se répandent dans l'océan et sur les rivages.

– la deuxième usine d'enrichissement de l'uranium serait construite en Loire-Atlantique.

3 JUILLET A MALVILLE : LA NON-VIOLENCE AU PIED DU MUR

IL y eut trois générations de centrales nucléaires en France : la « graphite-gaz » dont Bugey I fut le dernier exemplaire, la PWR américaine dont Fessenheim I devrait être le premier et la surgénératrice, Super-Phénix, de Malville, projet futuriste et mégalo qui est à la « graphite-gaz » ce que le choléra est à l'impétigo. Depuis les manifestations de 1971, la contestation se bat donc contre des moulins de plus en plus hauts. A peine dénoncés les dangers de l'atome, voilà qu'arrivent les dingues qui manipulent le plutonium. D'un côté, nous y gagnons une partie de la communauté scientifique inquiète (voir plus loin), d'un autre nous menons un combat de plus en plus abstrait, de plus en plus éloigné des réalités vivantes, de plus en plus englué dans la mystique technicienne, mais qu'y faire ? Laisser tomber ?

La contestation n'a pas empêché Bugey de se construire. Ce n'est pas elle qui a retardé Fessenheim I, mais les ennuis techniques et la marmite de Ravachol. Au Bugey, la population locale clairsemée ne fut pas vraiment intéressée par l'arrivée des 15.000 marcheurs de juillet 71. A Fessenheim, le travail entrepris par les contestataires fut payant, par ricochet, à Wyhl et Kaiseraugst, les voisins allemand et suisse. Mais les agriculteurs de la région, cueillis à froid par Fessenheim I, ne veulent à aucun prix des autres tranches prévues par l'EDF et les notables de la FDSEA eux-mêmes s'y opposent. Reste Malville. Le 3 juillet prochain les comités locaux ont décidé une occupation non-violente du site. Il faudra qu'il y ait du monde, beaucoup de monde et du beau monde, entendez les gens du pays et non pas seulement les barbus-chevelus qui ont le don d'exciter les CRS. Seule une mobilisation populaire peut retarder les travaux de Super-Phénix, comme elle l'a fait à Wyhl et Kaiseraugst. Il serait vraiment trop bête que la France, tel le dernier mort de la dernière guerre, soit la victime d'une industrie en pleine déroute dans le reste du monde.

On peut aussi changer de système politique. Les succès de la contestation, (de la vie), aux USA, en Suisse et en Allemagne, sont dus aux structures fédérales du pays. Il est sûr que si l'Isère, ou même la région Rhône-Alpes, s'affranchissait, si peu que ce soit, de la tutelle parisienne, le surgénérateur ne s'y construirait pas. Oui, mais la France, « inventeur de la démocratie », est un fameux exemple de tyrannie technocratique. Tout vient d'en haut. L'EDF n'écoute pas la base. Elle ne discute pas, elle roule pour nous. Elle connaît nos besoins et précède nos désirs. Ah, la bonne mère ! Et si la base se révolte pour se faire entendre, on parlera encore de « regrettables incidents », comme à Aléria et Montredon.

Car il faut bien voir que le système en place ne laisse pas d'autre alternative que la résignation ou la violence, pour ensuite venir pleurer sur cette « violence aveugle ». Que reste-t-il aux opposants : se coucher ou faire front. Que vont faire les paysans du Larzac dont le Conseil d'Etat vient de régler le sort en déclarant « d'utilité publique » l'extension du camp militaire ? Les étés seront-ils chauds dans les années à venir ? Avec des gens de bonne compagnie, la discussion courtoise est possible. Avec des sourds on peut toujours agiter les lèvres. Mais l'EDF et le CEA qui construisent Malville sont absents, tout simplement. Ils nous enverront en délégation leurs CRS. Et allez donc causer à ces gens-là !

Le professeur Kowarski, ennemi des surgénérateurs, a déclaré le 9 mars à la conférence de presse des Amis de la Terre que l'industrie nucléaire s'effondrait aux USA, davantage pour des raisons techniques et économiques que pour cause de succès de la contestation. Et pourtant, les USA ont leur Nader, leurs écologistes organisés et surtout leur législation d'Etats fédérés. Ici, en France, les voies légales ont été épuisées. Il faudra donc, soit envisager une résistance déterminée (comme à Wyhl où les gens du pays se sont imposés sur le terrain), soit attendre une confirmation nationale des ennuis du nucléaire. L'impossibilité technique et écologique (sécurité) du retraitement du Plutonium, combustible des surgénérateurs, pourrait bien être notre meilleur allié. On peut aussi espérer voir les syndicats abandonner leur opposition formelle pour en venir aux faits : à la grève. Le 3 juillet à Malville, ce ne sont pas les sujets de discussion qui feront défaut.

Voici en attendant une note scientifique qui fait le point sur les surgénérateurs et qui gagnerait à être divulguée dans la région de Malville, de Lyon à Grenoble.

A.

LES DANGERS DES SURREGENERATEURS

Il y a un peu plus d'un an était lancé l'appel dit « des 400 », signé depuis par plus de 4000 scientifiques, et qui appelait la population à « refuser l'installation des centrales nucléaires ». Un certain nombre de scientifiques, appartenant à l'Université d'Orsay, au Collège de France, à l'Ecole Polytechnique, à l'INSERM et aux Universités parisiennes et de province, ont depuis constitué le « Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucéaire » (GSIEN). Ces scientifiques représentent un éventail d'opinions assez large, ce qui est une des garanties de leur objectivité. Certains sont fondamentalement hostiles, pour des raisons soit techniques, soit sociologiques, à l'utilisation de l'énergie de fission ; d'autres considèrent que l'utilisation de l'atome n'est pas en soi plus nuisible que celle des combustibles fossiles. D'autres enfin n'ont pas encore fixé leur opinion. Mais tous considèrent que la solution à long terme des problèmes énergétiques repose sur les énergies nouvelles (solaire en particulier), et sur la fin de la croissance inconsidérée de la consommation d'énergie. Ils sont également unanimes pour dire que le programme électro-nucléaire actuel engage la France (et par voie de conséquence les pays voisins) dans la technologie la plus dangereuse qui soit.

Déjà, l'abandon de la technique française graphite-gaz et l'adoption des réacteurs américains à eau ordinaire avait accru les dangers (risque d'accidents plus graves, pollution radioactive accrue, en particulier pour les travailleurs du nucléaire). Le passage aux surrégénérateurs accroît encore considérablement ces dangers, et cela pour deux raisons.

La première peut être résumée de la façon suivante : avec les surrégénérateurs, on va passer du « tout électrique, tout nucléaire » au « tout nucléaire, tout plutonium ». Cette filière repose en effet sur la production et l'utilisation massive du plutonium 239, matériau « fissile », à partir de l'uranium 238, matériau « fertile ». Or le plutonium est sans doute le corps le plus dangereux que l'on connaisse :

– D'une part, sa toxicité radioactive est telle que s'il est inhalé en aérosol, il entraîne un cancer mortel du poumon à partir d'une dose estimée entre un microgramme et un milligramme. La dispersion accidentelle de plutonium, soit lors du transport ou du retraitement, soit lors d'avaries de centrales, aurait donc des conséquences redoutables.

– D'autre part, il suffit de 5,6 kilogrammes de plutonium pour faire une bombe atomique. Avec un « parc » de surrégénérateurs tel que nous le promettent les technocrates d'EDF, des dizaines de tonnes de plutonium circuleront en France chaque année. Il faudra une petite armée (sera-t-elle sûre ?) pour se protéger contre les vols éventuels.

La deuxième raison est que, à la différence des centrales nucléaires « conventionnelles », et à l'inverse de tout ce qui a été déclaré par la propagande officielle, les surrégénérateurs peuvent, par accident, faire explosion à la façon d'une bombe atomique. En effet, ils peuvent être le siège d'une réaction en chaîne dite « surcritique prompte en neutrons rapides », particularité que seule la bombe atomique possède également.

La variété d'explosion atomique dont un surrégénérateur peut être le siège porte le nom plus rassurant d'« excursion nucléaire ». Plusieurs excursions nucléaires successives peuvent se produire. Le problème est de savoir si ces explosions pourront être contenues par les enceintes prévues autour du réacteur. Les experts ont donc cherché à évaluer la puissance de ces explosions.

Pour le réacteur Super-Phénix, qui doit être installé à Malville, à 44 kilomètres de Lyon, les estimations quant à l'équivalent en explosifs classiques de l'excursion nucléaire vont de quelques tonnes à quelques dizaines de tonnes d'explosif si l'on considère l'énergie mécanique. Ces valeurs, selon les optimistes, sont à la limite de ce que peuvent contenir les enceintes prévues. De plus, ces résultats ont été obtenus à l'aide de modèles de calcul comportant de nombreuses hypothèses simplificatrices, et reposent sur une base expérimentale extrêmement mince. En effet, Super-Phénix comportera environ 35 tonnes de combustible nucléaire, dont 5 tonnes de plutonium, et les expériences d'excursion nucléaire n'ont jamais concerné que quelques kilogrammes de matière fissile. Si l'on se rappelle les difficultés du calcul de l'explosion d'une structure beaucoup plus simple, celle de la bombe atomique, et le nombre d'expériences qui ont été nécessaires pour la mettre au point, on ne peut qu'être très sceptique quant aux résultats des calculs relatifs aux excursions nucléaires.

Il est clair qu'étant donnée l'extraordinaire toxicité radioactive des aérosols de plutonium, l'expulsion même partielle des 5 tonnes de plutonium de Super-Phénix dispersées ou volatisées par l'excursion nucléaire constituerait une catastrophe sans précédent.

Sur les sept surrégénérateurs producteurs d'électricité qui ont déjà fonctionné, trois (EBR 1, Enrico Fermi, BN 350) ont eu de graves accidents, proportion jamais vue dans aucune autre filière. Les documents officiels français indiquent que la valeur numérique de la probabilité d'excursion nucléaire n'a pas été calculée. De nombreuses causes peuvent être à l'origine d'excursions nucléaires. On envisage par exemple une déformation brutale du cœur par propagation rapide d'une rupture d'assemblage, déformation qui entraverait la circulation du sodium réfrigérant et empêcherait les barres de contrôle de fonctionner. On peut craindre également la formation d'une masse surcritique locale à la suite d'une fusion partielle, ce qui provoquerait une compaction du reste du cœur et une excursion nucléaire d'ensemble. On peut envisager enfin des pannes simultanées d'organes essentiels, l'éjection de barres de contrôle, des fautes au déchargement, un sabotage.

Les pays étrangers font preuve d'une grande prudence. Les Etats-Unis, à la suite des accidents d'EBR 1 et Enrico Fermi, hésitent à lancer la filière des surrégénérateurs. La Grande-Bretagne construit ses surrégénérateurs dans la seule région quasi-désertique qu'elle possède, l'extrême Nord de l'Ecosse. L'URSS n'ose pas passer directement de 350 à plus de 1000 Mégawatts électriques, et construit un réacteur de 600 Mégawatts électriques.

En France, des dirigeants incompétents et des technocrates audacieux ont décidé de sauter allègrement de 250 (Phénix) à 1200 Mégawatts électriques (Super-Phénix), et d'implanter entre Lyon, Grenoble et Genève le premier surrégénérateur géant. Ces responsables formulent des assertions n'ayant aucun rapport avec la réalité, telles que : « On notera tout d'abord qu'il est physiquement impossible à un réacteur nucléaire d'exploser comme une bombe atomique » (Rapport d'Ornano, novembre 1974), ou : « Un réacteur nucléaire n'a, en effet, rien à voir avec une bombe atomique. Il ne saurait exploser » (l'Energie Nucléaire, Délégation générale à l'Information, avril 1975). Ils glissent dans leurs publicités des phrases mensongères : « la centrale atomique utilise un combustible impropre à une fission explosive » (publicité EDF, « Paris-Match », juin 1975). Tout cela est contredit par ces phrases en style télégraphique, qui concernent les surrégénérateurs : « Potentiel accidentel d'excursion nucléaire prompte critique sous l'effet de compaction, libérant de l'énergie mécanique sous une forme explosive » (Commissariat à l'Energie Atomique, Bulletin d'Informations Scientifiques et Techniques, n° 208, novembre 1975, page 33) et : « Potentiel d'explosions dues à des interactions violentes Na–UO2 fondu. Processus peut se coupler avec explosion nucléaire » (idem, page 34).

Les populations de la région Lyon-Grenoble-Genève ont-elles été consultées quant à l'implantation de Super-Phénix à Malville ? Ont-elles été simplement informées des problèmes posés par la sécurité de ce réacteur ? La réponse est malheuresuement négative : elles n'ont pas été consultées, elles n'ont pas été informées, et en plus on leur a menti.

Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (G.S.I.E.N.), 2 rue F. Villon, 91400 Orsay.

A L'OMBRE DES HERBORISTES EN PLEURS

La médecine par les plantes est d'utilité publique. Les Chinois l'utilisent avec succès.
Pourtant, l'herboristerie se meurt en France. Pourquoi ?
Parce que l'industrie pharmaceutique fait la loi.

EN France, l'herboristerie se meurt; peut-être certains d'entre vous ont-ils remarqué au hasard d'une balade une de ces rares boutiques pleine de jolis pots remplis de fleurs et d'herbes aux noms parfois insolites, et dont l'odeur dès l'entrée vous met le sommet des montagnes et le pré fleuri au bout du nez !

Outre le côté poétique des petits pots, des essences et des fleurettes, c'était la santé que venaient chercher là de nombreux adeptes d'un certain art de guérir, qui n'a pas manqué de faire ses preuves depuis la plus haute antiquité jusqu'à nos jours et auquel s'ajoute désormais un nouveau charme : celui des choses qui bientôt appartiendront au passé. En effet, par une ordonnance de 1941, Pétain crut utile d'abroger le diplôme d'herboriste qui, seul, leur garantissait le droit d'exercer et de se perpétuer.

Pourquoi ? Pour quelles raisons ? A l'époque, on avait invoqué l'insuffisance du diplôme, considéré comme trop court. Certes, il ne nécessitait guère que deux ans de préparation, mais son obtention demandait cependant de connaître au moins 700 plantes; et à cela s'ajoutaient certaines connaissances en anatomie, biologie, phytothérapie (1), etc. Il faut croire que ce n'était pas là la vraie raison, car dans ce cas là pourquoi ne pas avoir modifié le programme de préparation de façon à obtenir un diplôme d'un niveau cette fois-ci plus élevé ? « Et du moins apprenait-on aux étudiants à traiter les plantes, à leur ôter tous les déchets impropres à la consommation. En aucun cas, ils ne les auraient laissé s'étouffer sous la poussière et le plastique comme on le voit un peu trop souvent aujourd'hui », explique un herboriste.

Aucune de ces raisons ne justifiait l'application d'une telle mesure ; l'explication, aujourd'hui tout le monde la connaît et personne ne la nie : les herboristes, malgré tout ce qu'on a pu en dire, donnaient satisfaction à leur clientèle, et obtenaient un succès déplaisant pour le syndicat des pharmaciens, qui trouvait gênante la concurrence des simples. De plus, le régime de Vichy entendait donner un coup de fouet à l'industrie pharmaceutique.

POUR LA CUEILLETTE

Evitez de confondre la cigüe avec le persil. On sait ce qu'il advint de Socrate qui, lui, savait très bien ce qui l'attendait...

Achetez un livre de botanique. Suivez rigoureusement ses conseils. Si par hasard vous avez un doute, n'hésitez pas à soumettre votre cueillette à un pharmacien ou à un herboriste. Cela vous évitera des erreurs fâcheuses.

Rappelez-vous que certaines plantes sont en voie de disparition à cause du massacre inconsidéré qu'elles subissent de la part de touristes irréfléchis. Donc ne jouez pas les pillards. Mieux vaut prendre son temps pour choisir un ou deux sujets d'une plante rare que d'opérer une razzia et faire le tri à la maison, quitte à jeter les trois quarts de la récolte qu'on aurait mieux fait de laisser vivre.

SAVOIR UTILISER LA NATURE

Qu'en pensent les derniers herboristes ? « Cela fait de la peine de penser que si demain il m'arrivait quoi que ce soit il n'y aurait plus personne pour continuer. Si notre diplôme était insuffisant, on aurait pu l'étoffer, mais on n'avait pas le droit de réduire ainsi une profession à néant... »

Mesure d'autant plus paradoxale et injuste qu'actuellement les médecines « naturelles » (phytothérapie, aromathérapie (2), etc.) obtiennent un regain d'audience, tant chez les médecins que chez leurs patients. Ce regain est renforcé par la crise que traverse en ce moment la médecine « officielle ».

Rappelons d'autre part que les phytothérapeutes sont reconnus officiellement et que les soins sont remboursés par la sécurité sociale.

« Nous somme débordés », confie le Dr Valnet, un des plus célèbres phytothérapeutes français. « A la demande de nombreux confrères, j'ai même prévu de faire un séminaire d'information ».

En effet, on s'aperçoit que ces thérapeutiques ancestrales nous donnent aujourd'hui encore des leçons. A la différence de nombreux médicaments, les plantes ne sauraient provoquer d'incidents et d'effets secondaires.

« On assiste aujourd'hui dans le monde entier à l'éclosion d'un néo-hippocratisme, c'est-à-dire, souligne le Pr. Savy, à une collaboration avec la nature pour l'œuvre de guérison. Sans méconnaître les acquisitions physico-chimiques des laboratoires, on utilise les armes que nous offre la nature, cette fois-ci non plus d'une façon empirique mais plus rationnellement, sur des bases scientifiques. »

LA PREMIÈRE MÉDECINE

Qui dans nos villes aseptisées connaît encore les vertus cicatrisantes et antiseptiques de la toile d'araignée qui, faute d'alcool, apparaît comme un des meilleurs désinfectants de fortune, ou encore celle du clou de girofle qui a des propriétés antiseptiques telles qu'il permet de conserver un bœuf bouilli pendant près de vingt-quatre heures ?

On sait aujourd'hui que l'essence de thym détruit le bacille du charbon, le bacille d'eberth, agent de la typhoïde, le bacille de la morve, le staphylocoque, le bacille de Loffler (diphtérie), le méningocoque et le bacille de Koch, responsable des lésions tuberculeu-

ses. L'essence de thym a un pouvoir bactéricide supérieur à celui du phénol, longtemps considéré comme le type même de l'antiseptique, et l'un des plus anciens puisque la Chine, l'Inde, la Perse sont des pays où sa distillation s'opérait déjà il y a des millénaires.
Quant aux Egyptiens, ils utilisaient déjà les essences quarante siècles avant notre ère ; lorsque les matrones donnaient pour faciliter les accouchements une infusion de verveine à toutes les femmes enceintes dont l'utérus se révélait sans force, elles ne savaient pas que Kotoku Kuwazima découvrirait dans ce végétal la verbérine, puissant activateur des contractions utérines.
On peut encore citer les propriétés cholagogues (qui facilitent l'évacuation de la bile) et choléretiques (qui augmentent les sécrétions de la bile) du romarin : chez l'animal, l'injection intra-veineuse de l'infusion double le volume de la sécrétion biliaire.

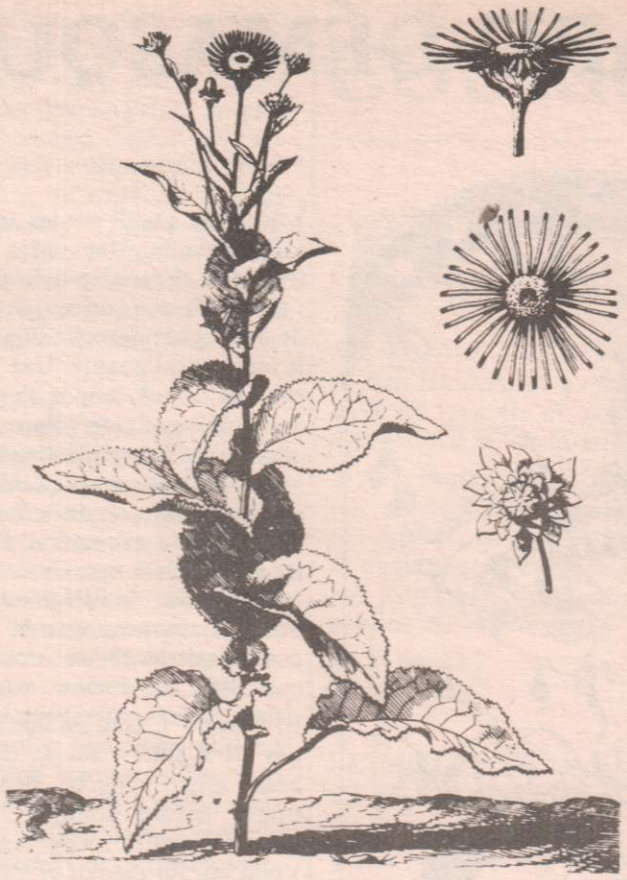
La médecine africaine est un des meilleurs exemples au monde de phytothérapie, puisqu'elle assure encore actuellement la conservation de la santé, on pourrait dire de la survie, de plus des trois-quarts de la population négro-africaine, soit environ 170 millions d'individus, essentiellement grâce à l'emploi des « drogues » végétales de leur environnement.

LA JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURIS

Ainsi la phytothérapie et l'aromathérapie possèdent le rare privilège d'être à la fois les plus anciennes et les plus actuelles des thérapeutiques. Bien sûr, à l'ère des antibiotiques, et face aux produits synthétiques de la médecine classique, la médecine par les simples surprend toujours. Cependant, les lumières de la science moderne et les siècles d'expériences attestent aujourd'hui de son efficacité, et de plus en plus les médecins en usent.

Alors, devant toutes ces données, comment rester insensible à la disparition du métier d'herboriste ? Il est vrai qu'une libéralisation de la vente des plantes en pharmacie est en train d'être mise en application (cf. art. 512 du code de santé, 4ème aliéna).

Certains, bien sûr, pourront penser que les pharmaciens sont parfaitement indiqués pour la vente des plantes médicinales, mais, comme le dit le docteur Valnet, « l'herboristerie fraîche doit faire l'objet d'un marché spécial où des gens qualifiés prendront le temps de doser et de composer. Si les instances de la profession pharmaceutique commencent à prendre conscience du besoin de commercialisation des simples, c'est probablement en vue de leurs intérêts personnels plus que de ceux des malades. »



A tous ces problèmes vient s'ajouter celui de l'approvisionnement, car la France consomme plusieurs dizaines de milliers de tonnes de plantes par an. Certains herboristes nous ont avoué n'avoir pu cette année se procurer du pied de chat, qui rentre dans la composition de la tisane pectorale. Les cultivateurs font en effet plus volontiers les productions traditionnelles. Une réforme de mentalité est nécessaire à leur niveau. Mais le Docteur Valnet est optimiste : la France est un pays riche en plantes médicinales, et les choses pourraient s'améliorer grâce à une planification intelligente des cultures.

Par exemple, la difficulté que l'on avait à se procurer de la racine de gentiane, qui était d'ailleurs due plus à un manque de main d'œuvre qu'à un manque de matière première, a fini par trouver une solution, et le rendement actuellement obtenu en plaine est déjà comparable à celui obtenu en exploitation traditionnelle.

LES PRIVILÈGES DES POTARDS

Que ce soit par le whisky, le thé à la fleur de jasmin ou encore l'aspirine, l'homme doit avoir le droit de se soigner comme il l'entend par la méthode qu'il préfère et d'acquérir les plantes dans des officines reconnues et spécialisées.

Le gouvernement, toujours sensible à l'aspect financier des choses, devant le déficit important de la sécurité sociale d'une part et l'important mouvement favorable aux produits naturels de l'autre, commence à réfléchir à l'intérêt d'une médecine plus saine et moins coûteuse. Mme Veil a répondu favorablement à une question écrite à ce sujet (J.O. du 9 novembre 1975). Il est prévu l'engagement d'entretiens avec le ministre de l'éducation sur la possibilité de créer un enseignement spécialisé en la matière. Mais le syndicat des pharmaciens est puissant en France, et on peut craindre qu'il n'abandonne pas aisément ses privilèges.

En attendant, il ne reste plus que 400 herboristes dans toute la France. Espérons que les projets du gouvernement se concrétiseront rapidement. Que peut-on faire pour accélérer le mouvement ?

Les lettres de pétition font toujours bonne impression, surtout si elles arrivent par gros paquets sur le bureau du ministre de la santé. Suivons l'exemple de Lucie Voix qui a envoyé à Mme Veil un texte de pétition accompagné de plusieurs centaines de signatures. Alors, à vos plumes !

C. Carrillo

(1) phytothérapie : médecine par les plantes.
(2) aromathérapie : médecine par les essences de plantes.

A LIRE

- Dr Jean Valnet : « Aromathérapie, Phytothérapie » (Ed. Maloine)
- « Le journal du Dr Nature », mensuel (Ed. Maloine)
- « L'abrégé de Botanique », Guignard (Masson).
- « Je fais un herbier », Abbé Schweitzer (Editions Lesot).
- « Le livre des bonnes herbes », Pierre Lieutaghi (Marabout).
- « La pharmacie du bon dieu », F. Bardeau (Stock).

JEAN RICHARD DÉMASQUÉ

JEAN Richard joue vraiment bien la comédie. Depuis vingt-cinq ans, il est aux yeux des enfants « l'ami des bêtes » par excellence. En fait, c'est un trafiquant d'animaux qui, dans sa ménagerie d'Ermenonville, les détient dans des cages exiguës. Il a une préférence pour les espèces rares, voire rarissimes : loup à crinière, panthère nébuleuse, gibbon, gorille (qu'il présente dans une cage de verre), etc.

C'est une bonne manière de préserver ces espèces que de les acheter à des trafiquants (comme Peters d'Anvers) qui les ont fait capturer et donc voler à la nature. Il est vrai que Jean Richard a eu d'autres relations curieuses : lors de l'« invasion » de Tropicanim, le fameux grossiste d'animaux, l'un de ses camions se trouvait sur les lieux.

J. Richard loue des animaux à des supermarchés : cela rapporte gros. Mais il n'est pas supportable de voir cahoter de ville en ville des prisons à roulettes, où le lion ne dispose que de 3 m2 et le chimpanzé, d'une boîte où il ne peut que se tenir accroupi. Il n'est pas admissible d'apprendre qu'avant de gagner le supermarché de Creil, l'« expédition jungle » de J. Richard passera par Ermenonville pour « se renouveler un peu ». C'est là un trafic profitable, mais cruel et honteux.

La ménagerie d'Ermenonville sert aussi de réservoir aux deux cirques de J. Richard. Pourquoi faut-il que leur spectacle soit souillé par l'exhibition d'animaux sauvages, dont on sait qu'ils ont été capturés, dressés durement, apprivoisés, alors qu'ils sont menacés de disparition ? Trapézistes, équilibristes, clowns, à la rigueur animaux domestiques, ne suffisent-ils pas ? Et que venaient faire des lamas (animaux américains) dans le spectacle de Ben-Hur ?

J. Richard a écrit sur les animaux des livres édifiants. Dans **Mes bêtes à moi** (Nathan), il raconte qu'étant enfant il a « rendu un coq furieux en trois séances de dressage en férocité. Il a fallu non pas le tuer, mais l'abattre. Une vocation était née » (p. 15). A propos d'un éléphant qui ne voulait pas entrer dans son enclos, il relate : « Mes nerfs lâchèrent. Je vis l'importance de ma responsabilité si cet éléphant furieux prenait le large et la rage me saisit. Je m'emparai d'une barre de fer et me mis à matraquer de toutes mes forces la tête de l'éléphant. C'était sans doute l'argument que le vieux bandit connaissait le mieux : docilement, il recula dans son enclos... » (p.57).

Et Néron ? C'était un lion qui ne voulait pas « travailler » sur la piste : « j'avais beau crier : Néron, rien. Je n'avais trouvé qu'une solution : un tabouret lancé de quatre mètres en pleine poire. Voilà qui lui rendait immédiatement ses esprits. Immédiatement, il allait à sa place. J'étais en général tranquille pour quatre jours, puis il fallait recommencer. Je dois dire d'ailleurs que ma haine me rendait adroit et que ce tabouret ne manquait jamais son but ». (p. 111).

On pourrait continuer longtemps. Au zoo d'Ermenonville, des boas ont été nourris avec des chats vivants... J. Richard a donné des animaux comme lots dans les loteries. A la Mer de Sable, ses chevaux sont exténués par les scènes qu'on leur fait jouer. Jean Richard ami des bêtes : un mythe à démolir.

J.J.B.

BOUQUINS

« QUAND LES SINGES HURLEURS SE TAIRONT », par Alika Lindbergh (Presses de la Cité).

Le second livre d'Alika Lindbergh est encore plus vigoureux que le premier (G.O. N° 85, p. 8). Il est en grande partie consacré aux hurleurs, ces singes à la voix de stentor, que la destruction de la forêt amazonienne condamne tôt ou tard à la disparition. Aussi les méthodes d'élevage mises au point par l'auteur seront-elles un jour fort utiles.

Mais surtout, à travers ces singes, c'est pour le monde vivant tout entier, hommes compris, qu'A. Lindbergh se bat, avec verve et humour : par exemple, elle porte un manteau de fourrure synthétique sur la ceinture duquel elle a écrit : « Ce manteau n'a coûté la vie à aucun animal. »

Dans son dernier chapitre, elle jette les bases d'une nouvelle morale vis à vis des animaux. « Nous sommes bel et bien les nazis du monde vivant », écrit-elle, et elle montre comment l'on passe facilement de l'expérimentation animale à la vivisection sur l'homme, ou de la chasse tout court à la chasse à l'homme (Indien par exemple).

Même si l'on n'épouse pas toutes les idées de l'auteur, ce livre mérite d'être lu.

J.J.B.

« JOURNAL D'UNE COMMUNAUTÉ », par Michel Besson et Bernard Vidal, « Vivre » (Stock 2).

Pendant un an, un groupe qui s'enfle et s'amenuise au gré des saisons et des rencontres va essayer de vivre dans une ferme de l'Aveyron. Vivre autrement, vivre autre chose, que ce que leurs parents, leurs études leur promettaient. « Jusqu'à l'échec final », dit la préface. Pas d'accord sur le mot échec. Y'avait pas de but à atteindre, y'a pas d'échec, seulement le terme d'une expérience pendant laquelle ont germé, pour certains du moins, les idées qui serviront de point de départ à d'autres expériences. C'était l'été 71, l'été du démarrage de la contestation nucléaire à tous crins, l'été du Larzac, l'été où les communautés d'un jour et de trois mois découvraient le camping.

Nous connaissions plusieurs membres de ce groupe, certains depuis deux ans, à l'époque où Fournier mettait le paquet sur l'insertion dans les structures d'un village de gens en mal de racines. On a pas fait « affaire » ensemble parce qu'on avait des gosses, qu'on était plus vieux et plus pressés peut-être. « L'expérience », on voyait bien en gros comment ça allait se passer et si les autres en avaient envie, c'est qu'ils en avaient besoin. On s'est séparé après moult discussions et engueulades mais néanmoins anxieux de voir comment ça évolue. Pas de quoi pavoiser cinq ans après parce qu'ils sont tombés dans les ornières prévues.

« C'est pas si facile vous savez, sauter du train en marche, lancé vers l'écrabouillement final mais bien chaud, bien berceur, bien ronronnant, bien rassurant, sauter dans la nuit froide, se ramasser sur le dur ballast, chercher son chemin tout seul. Essaye. Trop facile de traiter d'inadapté le mec qui ose le faire. A quoi est-il donc nécessaire de « s'adapter » comme ça, à toute force et quasiment par devoir ? » (Fournier, « Y'en a plus pour longtemps », Ed. du Square).

P.S. T'aurais quand même pu m'envoyer ton bouquin, Michel. J'ai dû piquer celui d'Arthur.

D.

ÉCHOS

BRASSEUR DE MERDE

La municipalité de Coise, à 25 km de Chambery, a un projet d'égout collectif pour un hameau. Jusqu'à maintenant tous les habitants se débrouillaient d'une manière individuelle avec en général une fosse septique et un puits perdu. Dans le projet, on doit supprimer les fosses septiques pour tout envoyer dans une fosse de décantation située au bord d'un ruisseau, le Coisin, lequel ruisseau se jette dans le petit lac de Sainte Hélène. Les lessives n'étant pas biodégradables, il ne pourra y avoir de fermentation dans la fosse de décantation. On prévoit donc d'y installer un brasseur de merde électrique pour lequel il faudrait tirer une ligne électrique spéciale d'au moins 500 mètres.

LE PLUS GRAND PÉTROLIER DU MONDE

Dans trois mois, le « Batillus » sortira des chantiers de Saint-Nazaire. Long de plus de 400 mètres et large de 60, il transportera 550.000 tonnes de pétrole pour la Shell. Le dernier plus grand pouvait transporter 483.000 tonnes, c'était déjà pas mal. Le directeur des chantiers navals est même prêt, techniquement, à construire des pétroliers d'un million de tonnes.

Le Batillus sera propulsé par deux turboréacteurs de 32.500 chevaux chacun, mais la propulsion nucléaire dans la marine marchande se profile à l'horizon. Actuellement, seuls douze ports (Antifer pour la France) peuvent accueillir de tels géants. Tout ce pétrole en balade ! Planquez-vous les mouettes et les macareux !

CHÉRIE, REVIENS !

Le Canada ne boude plus l'Inde. Même, ils se causent à nouveau de coopération nucléaire. Pourtant, depuis l'explosion de la bombe indienne en mai 74, tout semblait rompu, les Canadiens acceptant mal que le réacteur de recherche qu'ils avaient fourni aux Indiens ait pu servir à fabriquer une bombe. Heureusement, les sentiments profonds et véritables finissent toujours par surmonter les petites trahisons, c'est écrit dans chaque numéro de « Nous Deux ».

GOUTÉ POUR VOUS

Un Petit Gervais Fraise, fromage frais sucré aux fruits. Poids net : 180 g.

Composition : lait écrémé, crème, fraises en morceaux sur sucre 14 %, sucre, ferments lactiques.

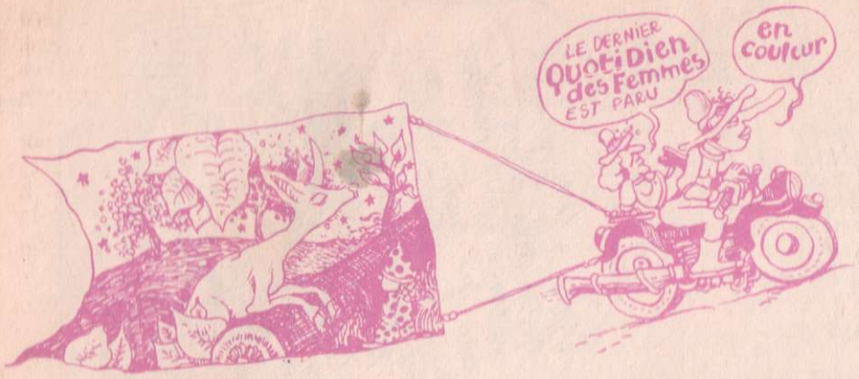
Additifs : colorant E 120, arôme naturel des fruits, conservateur des fruits E 202.

C'est d'un beau rose, bien franc, tiré de la cochenille. Pas trouvé de morceaux de fraises, alors pourquoi ce dérivé d'acide sorbique pour conserver ? Mais le goût de fraise est tenace. Quant à expliquer aux enfants qu'il est rationnel, pour le laitier, de vendre du lait écrémé et de la crème, à cause des nuances de dosage dans les préparations, ils persistent à trouver qu'on a l'art de se compliquer la vie, nous les grands.

Danielle

L'ECRIVAIN

beau cul !
Celle la elle doit biens baiser !!
Sale gueule mais beau seins !
Vilaine jambes mais doit être souple dans un plume !
bon..... bosser un peu !
Salut la vioque fais moi un café en vème vitesse !
Salut Emile !
Eh ! ton café t'es allé le chercher au Brésil ou quoi ? c'est long !!
Combiens de fois je t'ais dis pas si chaud !!
bon ! où en étais je dans mon roman !
Ah oui !! Jeanine ce petit être sans défense était tombée dans les mains de ce gros lourdaud d'Hector mais bon-dieu quand les hommes arrêteront ils de brusquer les femmes ? s'écria Emile d'un ton vengeur...



ROUGE QUOTIDIEN
Le plus long quotidien communiste révolutionnaire
★ PARAÎT TOUS LES JOURS ★
★ 1F.50 ★

LES PETITS ECHOS DE LA MERDE

LES BOUES ROUGES ILLÉGALES

Le tribunal administratif de Rouen a rendu son verdict dans l'affaire des Boues Rouges du Havre : les rejets d'acide sulfurique et de sulfate de fer sont donc devenus illégaux. On attend toujours le résultat du recours déposé devant le tribunal de Lille contre les mêmes rejets de l'usine Tioxyde de Calais.(1)

Le problème n'est pas résolu. La direction de l'usine du Havre a déposé un recours devant le Conseil d'Etat qui peut tout remettre en cause. D'autant plus que dans l'affaire des Boues Jaunes, le chef du Service Contentieux du Conseil d'Etat avait suspendu les effets du jugement interdisant les rejets de phosphogypse. On peut espérer que ces jugements ne seront pas bafoués une seconde fois.

M. Gillet, P.D.G. de Rhône Poulenc (une filiale Boues Rouges, une filiale Boues Jaunes) a été reçu la semaine dernière par M. Giscard d'Estaing, pour lui parler de ses multiples ennuis (baisse des bénéfices, etc...)

La rupture de canalisations de la raffinerie Shell de Petit Couronne, a entraîné plusieurs tonnes d'hydrocarbures dans la Seine. Un bateau-pompe venu de Rouen a traité la nappe avec des détergents, ajoutant ainsi la toxicité des détergents à celle du pétrole. Nous avons engagé plusieurs actions en justice après la marée noire de décembre 1974 pour que l'on cesse d'employer de tels produits. L'affaire suit son cours... La pollution de la Seine aussi. Aujourd'hui les poissons et les marins-pêcheurs de la Baie en subissent les conséquences. Demain ?

Gilles Klein

(1) Le Tribunal vient de juger qu'il n'y a pas « dommage irréparable » pour les pêcheurs de Grand Port Philippe car il n'y en a plus (de pêcheurs .

SOLAIRE SCOLAIRE

La municipalité de Carbonne (Haute-Garonne) vient de donner le feu vert pour le chauffage – partiellement – solaire du nouveau groupe scolaire de la commune. Le conseil régional a décidé d'accorder une douzaine de millions anciens au projet. (« La Dépêche », 26 février 76)

ATELIER CENTRAL D'ENVIRONNEMENT

« La bataille de la qualité de la vie sera gagnée », a dit monsieur Granet, notre secrétaire d'État à l'environnement. C'est pas une mauvaise idée, ça. Mais comment va-t-il s'y prendre ? En créant une commission. C'est pas franchement révolutionnaire, me direz-vous, encore que celle-ci s'appellera **« atelier central d'environnement ».**

Constitué d'une dizaine d'architectes, d'urbanistes, d'ingénieurs et d'écologistes **« de haut niveau »,** précise « Le Monde », cet atelier mettra son nez dans tous les grands projets publics. Barrages, autoroutes, centrales électriques, zones industrielles, plans d'occupation des sols et j'en passe. L'atelier étudiera la justification du projet et son alternative, l'analyse du milieu et les conséquences du projet sur ce milieu et l'évaluation financière des dégâts écologiques. Bon, pour moi c'est tout vu, les gentianes ont intérêt à souscrire une assurance-vie vite fait. Un atelier de dix personnes pour superviser ce que des centaines d'autres auront mis des mois ou des années à mettre au point, faudra vraiment qu'elles soient de très haut niveau pour faire le tour des problèmes comme ça, au pied levé.

LA G.O. EST-ELLE UN INTERLOCUTEUR VALABLE ?

Le service de médecine de l'E.D.F., service de contrôle du personnel EDF-nucléaire et allié de la propagande EDF, est en train d'engager une grande campagne nationale pour convaincre tous les médecins que le nucléaire n'est pas dangereux :

– en envoyant un dossier d'une soixantaine de pages sur le nucléaire, contenant thèses des pro-nucléaires et thèses des antinucléaires, dont des articles de « La Gueule Ouverte », aux médecins des régions où se pose le problème de la construction des centrales.

– en essayant d'organiser vers mai-juin, à Lyon, un grand séminaire réservé aux médecins et pharmaciens sur le nucléaire et ses dangers... En faisant organiser ça par l'Ordre des Médecins pour que ça ait l'air d'être objectif et pas une opération d'intox EDF.

Tout ça, c'est un lecteur qui « grenouille » là-dedans qui le dit, en nous assurant que les nucléaristes considèrent la rubrique nucléaire de la G.O. faite par des gens extrêmement sérieux, responsables, spécialisés, et avec qui, finalement on peut, par personnes interposées, quand même discuter.

En bonne démocratie, il est bien normal de discuter dans les salons, de nationalisations et autres thèmes à la mode, pourquoi pas de nucléarisation ? – Un ou deux glaçons ? – Le nucléaire, on peut être pour ou contre, ça se discute.

En lisant ça, Prémillieu a dû aller prendre l'air et ramasser des primevères ou alors il a commencé à mettre le feu à son bureau. Considéré comme interlocuteur valable par l'E.D.F., ça a du mal à passer.

MASSACRE LÉGAL

Lundi 15 mars, la grande tuerie des bébés phoques a recommencé comme chaque année. 170.000 boules blanches vont se retrouver transformées en porte-monnaies et blousons douillets. Pas une de plus, mais pas une de moins. Ce sont des accords internationaux qui ont fixé ce chiffre, compte tenu de ce que cette vente de fourrure rapporte à l'économie de Terre-Neuve, où il ne pousse rien, comme chacun sait. A part des bébés phoques justement, et quand il n'y en aura plus...

Les écologistes de Green Peace avaient pensé un moment teindre ces fourrures en vert indélébile pour les rendre invendables. Ils ont dû renoncer. La peau d'écologistes ne sert pas à grand chose, mais sur la banquise leur sang est aussi rouge que celui des phoques.

D.

QUI a été reçu dans les différents ministères

SPORT

Ne me demandez pas le résultat du match Kiev-Saint-Etienne, c'est le rayon d'Arthur. Mais le jour du match, le 3 mars, sur le stade de Simféropol en Crimée, il neigeait, il neigeait toujours. Les dirigeants soviétiques ont employé les grands moyens : ils ont monté sur deux camions de véritables réacteurs d'avions qui ont soufflé de l'air chaud sur la pelouse. Il ne restait pratiquement plus de neige sur le terrain qui était quand même un peu gras.

Un quart de finale de coupe d'Europe de foot ne se remet pas.

D.

FAIRE-PART

New York, le 4 mars. L'annuaire démographique des Nations-Unies, qui vient de sortir, confirme que nous étions 3 890 000 000 d'individus sur terre en 1974 et que nous sommes 72 millions de plus chaque année. En 2010, nous serons 7 700 000 000 à ce rythme. Mais d'ici là il y aura un grand nettoyage par le vide et il y a plus qu'à espérer que les survivants auront muté. Sinon ils recommenceront nos conneries.

MUSIQUE DE L'INDE DU NORD
9, rue Pavée - 75004 - Paris. (15 frs la place)

Vendredi 19 mars à 20h30 : Prakash Wadehra Krishna Govinda
Samedi 20 mars à 20h30 - Pramod Kumar Krishna Govinda
Dimanche 21 mars à 15h30. Pramod Kumar Krishna Govinda. Prakash Wadehra

TERRORISME NUCLÉAIRE

Le terrorisme international va aller croissant, prédit un des chefs de la CIA. M. William Nelson, directeur adjoint des opérations de la CIA, prenant la parole devant la commission des Affaires étrangères d'une organisation d'anciens combattants, « Veterans of Foreign Wars », a expliqué à son auditoire que les actions jusqu'ici imputables surtout à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) allaient s'intensifier et s'étendre au monde entier, en particulier en Amérique latine.

M. Nelson a également souligné que le terrorisme international risquait de prendre une dimension nouvelle avec la prolifération nucléaire. Neuf ou dix pays sont maintenant en mesure de fabriquer des armes nucléaires et des terroristes sont bien capables de voler suffisamment de matériaux fissiles pour fabriquer leurs propres bombes, a-t-il dit. « Si cela se produit, a ajouté M. Nelson, ils peuvent prendre une ville en otage pour obtenir ce qu'ils veulent. »

« Les Dépêches de Dijon », 9 mars 1976

VIENS SOUS LA COLLINE

CANADA

Des taux de radioactivité anormalement élevés ont été relevés en plus de cent points du territoire, particulièrement en Ontario et au Saskatchewan, qui fournissent la plus grande partie de l'uranium canadien. Ça commence à paniquer dans le coin. Les déchets de l'Eldorado Nuclear Ltd enfouis dans le sous-sol semblent être les principaux responsables. C'est pourquoi le ministre canadien de l'énergie a décidé de nommer une commission de contrôle de l'énergie atomique, chargée de remédier à ces inconvénients. (d'après « Ouest-France » du 23 février)

D.

SOUTENEZ LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE ATROARI

Vous connaissez ? Non – C'est dommage. Car c'est peut-être le seul peuple qui lutte réellement pour son indépendance. Les autres « autonomistes » luttent plutôt pour le droit de se coloniser eux-mêmes, le droit de s'autoindustrialiser, le droit d'être un Etat reconnu et autres débilités qu'inspire l'Occident.

Les Atroari, eux, luttent pour continuer à vivre écologiquement dans la forêt amazonienne. Au XVII[e] siècle, ils avaient tenu en échec l'expédition de Pedro Favelo venue chercher des esclaves (bataille de Camanau). En 1856, ils prirent la ville de Airao, sur le rio Negro, après un long siège.

Aujourd'hui, arcs à la main contre les bulldozers et les hélicoptères brésiliens, ils continuent à empêcher la pénétration de leur territoire. Quatre « missions de pacification » – entendre « tentative d'invasion armée » – ont échoué. Lors de l'une d'elle (mission Callerie) il n'y eut qu'un seul rescapé. Lors de la dernière, le 27 décembre, fut tué Gilberto Pinto Figueiredo, l'un des plus célèbres indigénistes de la FUNAI (bureau brésilien des affaires indiennes).

Sebastiao Amancio voulait organiser alors un grand coup de force. Mais il divulgua trop ses projets : Orlando Villa Boas (1) déclara malicieusement que « la FUNAI devrait demander aux Atroaris de pacifier Amancio ». Finalement c'est Apoena Meirelès qui dirigea une colonne de 100 hommes armés jusqu'aux dents. Il n'y eut heureusement pas de contact. La liaison entre le centre de l'Amazonie et le Vénézuela, tel est l'enjeu de la « pacification » des Atroari . Le chantier de la route Manaus-Caracaraï a dû être abandonné à cause des attaques incessantes menées par l'un des derniers peuples libres du monde.

(1) Se bat depuis 25 ans pour les Indiens ; a fondé le parc national du Xingu, était candidat au prix Nobel de la paix l'année où « ils » préférèrent décorer Kissinger.

ET LES AUTRES INDIENS D'AMAZONIE ?

Le Brésil vient d'interdire l'accès aux anthropologues étrangers des zones frontalières de l'Amazonie, considérées comme « zones de sécurité nationale ». Ils pourront continuer à travailler à l'intérieur du pays sans problèmes. Des anthropologues brésiliens s'occuperont des tribus vivant près de la frontière. Ce que le Brésil ne dit pas, c'est que c'est justement par là qu'on vient de découvrir des tas de choses très intéressantes comme du pétrole et des filons de minerais, dont les Indiens n'ont aucune utilisation.

qu'on leur demandera, ou je me trompe fort, c'est une caution morale vaguement écologique sur les bords. J'aimerais bien me tromper.

D.

FOLKLORE AUVERGNAT

Jean-Luc Mathion (24 ans, étudiant) et André Guimoyas (22 ans, employé d'imprimerie) dînent le 14 novembre 1975 au « Pied de Cochon » dans le centre de Clermont-Fd. Ils attendent la carte des desserts depuis trois quarts d'heure quand une dizaine de policiers en tenue et en civil se saisissent d'eux sans aucune raison. Ils sont injuriés et roués de coups.

Ils sont gardés à vue jusqu'au lendemain matin sans qu'aucun médecin soit appelé, malgré la demande de Jean-Luc Mathion qui saigne abondamment. Bilan : dix jours d'arrêt de travail pour André Guimoyas, cinq, plus quinze complémentaires, pour Jean-Luc Mathion.

Les deux jeunes gens déposent une plainte le 19 novembre auprès du Procureur de la République pour arrestation arbitraire, coups et blessures volontaires. Plainte non enregistrée.

Par contre, Jean-Luc Mathion est inculpé de « coups et blessures volontaires à agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions ».

La Ligue des Droits de l'Homme est intervenue. Affaire à suivre.

Petite précision : le soir du 14 novembre avait lieu à Clermont-Fd un meeting sur le Portugal présidé par la CFDT, avec un soldat « révolutionnaire » du SUV.

CLUB D'AVOCATS

A l'issue d'un déjeuner-débat organisé par l'AJEPNE (Association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement), cinq jeunes avocats spécialisés dans les affaires « écologiques » ont décidé de lancer un « club » des avocats de l'environnement. Son but principal sera de favoriser une meilleure circulation de l'information et des expériences.

Participaient à ce déjeuner-débat : Me Huglo, défenseur des marins-pêcheurs contre les boues rouges ; Me Garby-Lacrouts, défenseur des Amis de la Terre contre EDF ; Me Fabre-Luce, défenseur des citoyens et des sites contre les promoteurs ; Me Delrue, défenseur des animaux contre le scandale des zoos (affaire Tropicanim) ; Me Michaud, défenseur des associations écologiques contre le TGV (train à grande vitesse).

les Trompettes de la Garde Républicaine de Paris.

Pour obtenir

- la prestigieuse démonstration du Peloton Motocycliste de la Police Nationale.

Pour obtenir

- la magnifique démonstration de la Section Spéciale de Gymnastique de la Garde Républicaine de Paris.

QUI a été reçu plusieurs fois au Sénat par son président

VOTRE CANDIDAT

Le 7 Mars, votez

Michel CLEMENT

IMP. DARU MONTMARTRE — Dépôt légal 1er trimestre 1976 — NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

LE STYLE DE NOTRE ÉPOQUE

Un concours pour la définition d'une nouvelle tenue de sortie de l'armée de terre est ouvert par le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, et par le secrétaire d'État, le général Marcel Bigeard. Adapter l'uniforme de sortie de l'armée de terre au style de notre époque, tel est l'objectif visé. Le concours, qui fait appel aux professionnels de l'habillement masculin, civils et militaires, de Paris et de province, est doté de plusieurs prix.

Cette tenue, destinée aux cadres et aux hommes du rang, devra pouvoir être utilisée toute l'année par l'adjonction ou le retrait d'un ou de plusieurs éléments. Une grande initiative est laissée aux candidats quant au choix du textile, de la ligne, de la coiffure et des coloris. Le jury se réunira à la fin du mois de juin 1976 pour décerner les prix. L'armée de terre, à l'heure actuelle, compte environ 330.000 hommes. (A.F.P.)

COMMENT S'EN DÉBARRASSER ?

Les ateliers d'horlogerie qui employaient des substances radioactives pour les cadrans des réveils et montres lumineux, ont changé de méthode. Je ne sais pas ce qu'ils emploient maintenant. Il y a quelques années, on s'était aperçu que les ouvrières qui léchaient leur pinceau avant de le tremper dans la poudre « lumineuse » pour écrire les chiffres finissaient leur carrière avec des cancers de la gorge.

Ces stocks de poudre devenant inutilisables, il fallait s'en débarrasser, mais où ? La décharge publique de Saint-Nicolas, entre Creil et Champigny, dans l'Oise, a bénéficié du cadeau empoisonné. Huit personnes de la région subissent depuis le 6 mars des examens médicaux pour avoir manipulé sans le savoir ces produits radioactifs.

D.

SANS DOULEURS

« Susciter une réflexion sur les conditions actuelles de la naissance et de la relation à l'enfant dans les pays industrialisés. » Si ce programme vous convient, on vous attend au **Mouvement pour la naissance sans violence**, 32, rue de la Mouillère, Bat. La Misaine, 45100 Orléans, tél. : 66.28.25.

Je te ferai voir des milliards de dollars enfouis dans une réserve au cas où une attaque nucléaire... Et puis une véritable ville avec un bureau de P.T.T., une centrale électrique, un réservoir d'eau, des cafeterias, des dortoirs, des appartements. C'est la version underground de la Maison Blanche et de ses ministères, sous le Mont Weather près de Washington, au cas où...

CREATION D'UN GROUPE FONCIER AGRICOLE à Montjean /s/ Loire
100 frs la part. Comité contre les risques nucléaires. 6, avenue Jeanne d'Arc 49570 Montjean /s/ Loire

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE LIMOUSIN

Y en a qui vont être gâtés ! Qui a demandé à recevoir sur ses terres, le futur Institut de protection et de sûreté nucléaire ? Qui pourrait héberger prochainement une usine de fabrication de combustibles nucléaires et une usine de fabrication de composants céramiques pour la séparation isotopique ? Qui a déjà des mines d'uranium en exploitation à Razès ? le Limousin. (d'après « Le Monde » du 11 mars)

D.

SURGÉNÉRATEURS : ALSTHOM ASSOCIÉ DE CREUSOT-LOIRE

Le groupe chargé de la réalisation des surgénérateurs français vient d'être constitué. Son nom : Novatome. Son patron : l'ensemble Creusot-Loire-Framatome, qui accentue son leadership sur l'industrie nucléaire française au grand dam de la Compagnie générale d'électricité (Alsthom). Novatome, qui assurera l'ingénierie, sera constitué par Creusot-Loire (40 %), Alsthom (30 %), le Commissariat à l'énergie atomique (30 %). En contre-partie, les filiales de la CGE, l'Alsthom-Belfort, fourniront l'essentiel de la fabrication des composants du premier prototype commercial « Super-Phénix » (1200 mégawatts) qui doit être installé sur le Rhône près de Lyon. Et c'est Neyrpic (filiale Alsthom) qui devrait construire les composants des réacteurs.

« Les Dépêches de Dijon », 11 mars 1976

CINQ JOURS SANS HOMMES, ET C'EST PAS TRISTE...

Pendant cinq jours (du 4 au 8 mars) s'est tenu à Bruxelles le Tribunal des Crimes contre les Femmes, en présence de plus de 700 femmes venues de tous les pays. Ce Tribunal s'est appliqué à dénoncer les injustices, les discriminations, les crimes dont sont victimes les femmes dans le monde.

SIMONE de Beauvoir, absente mais dont la présence était prévue, a envoyé à la séance d'ouverture un message de soutien qui qualifie le mouvement d'historique. Elle écrit notamment : « A la différence de Mexico (Conférence des Nations Unies pour l'Année de la Femme) où des femmes mandatées par des partis, par des nations, ne cherchaient qu'à intégrer la femme dans une société masculine, vous êtes ici pour dénoncer l'oppression qu'elle y subit. Pour la première fois, des femmes venues du monde entier prendront conscience ensemble du scandale de leur condition. Le statut imposé à la femme aboutit, sous des formes institutionnalisées ou non, à d'inacceptables attentats contre la personne humaine. Contre ceux-ci il n'y a la plupart du temps aucun recours juridique. C'est pourquoi il est urgent que les femmes se mobilisent pour les combattre par leurs propres moyens .»

LES CONDITIONS DE LA MATERNITÉ

La journée de jeudi fut consacrée aux crimes dans le domaine de la maternité et de la famille : comment les femmes sont utilisées, manipulées au gré de la politique démographique de leur gouvernement ; certains les condamnent à avoir des enfants (avortement interdit en Belgique, Portugal et Mexique, contraception illégale en Irlande), certains les empêchent d'en avoir (38 % de stérilisations accomplies sans l'avis des femmes à Porto-Rico). Des témoignages de brutalités médicales, voire de sadisme, étaient présentés à la tribune par des déléguées de Belgique, d'Angleterre, du Portugal, du Mexique et de l'Allemagne de l'Ouest. L'après-midi, des femmes d'Israël, du Japon, du Portugal èt de Suède parlèrent de l'injustice du statut de la femme selon les lois de leurs pays.

Pendant ces témoignages, des femmes allemandes et américaines donnaient, dans une petite salle, des démonstrations d'auto-examens médicaux : le « Self-Help », réaction directe à la toute-puissance du système médical en place. On a pu apprendre, entre autres choses, comment n'importe quelle femme devrait pouvoir examiner elle-même son col de l'utérus et prévenir ainsi des infections vaginales, le déplacement intempestif d'un stérilet, ou l'ébauche d'une anomalie inquiétante. Cette prise de conscience médicale doit permettre de « dispenser de meilleurs soins, de profiter plus intelligemment de la médecine, d'atteindre une connaissance et une assurance nécessaires pour assumer nos responsabilités dans nos relations avec les médecins » (1).

DISCRIMINATIONS ÉCONOMIQUES

La journée de vendredi a été plus spécialement consacrée aux injustices économiques : travail gratuit des ménagères et aliénation du travail ménager (Italie) ; rapport sur les conditions de travail et le chômage des femmes en Belgique ; les femmes en milieu de pauvreté (U.S.A.) ; oppression d'immigrants (Suisse). Toutes ces discriminations économiques étaient connues des participants, mais, exposées à travers des témoignages vécus, elles prenaient véritablement une acuité insupportable.

En marge des débats se développait une controverse sur l'exclusion des journalistes-hommes des conférences de presse. Il avait été posé comme principe initial et dès l'ouverture des débats que les hommes seraient exclus des séances du tribunal, ceci pour éviter un certain voyeurisme côté public ou des gênes évidentes côté témoins lorsqu'il s'agirait de parler d'expériences personnelles de viol et de prostitution. Par contre une conférence de presse etait prévue chaque jour, rassemblant journalistes hommes et femmes. C'est ce principe même qui fut, vendredi, mis en cause par l'assemblée, expliquant qu'elle avait voulu « réagir contre la faible présence de femmes dans les organes d'information et protester contre la vision ironique et déformée que donnent trop souvent les journalistes masculins des actions féministes ».

On peut douter que cette mesure ait été heureuse. Que les hommes soient exclus des assemblées, pour des raisons de pudeur assez légitime;et des décisions, cela pouvait sembler raisonnable. Mais aboutir, par une discrimination discutable, à voir une fois de plus les problèmes féminins réservés à la catégorie féminine de la profession, ne semble guère faire progresser la cause de l'égalité des sexes. Cela a d'ailleurs été ressenti ainsi par l'ensemble des journalistes-femmes, dont une quarantaine a signé une motion s'élevant « contre la décision de la majorité de l'assemblée d'exclure les hommes-journalistes des conférences de presse quotidiennes, empêchant ainsi les femmes à travers le monde d'accéder à une information la plus large possible et privant les hommes-journalistes des informations auxquelles les journalistes ont droit ».

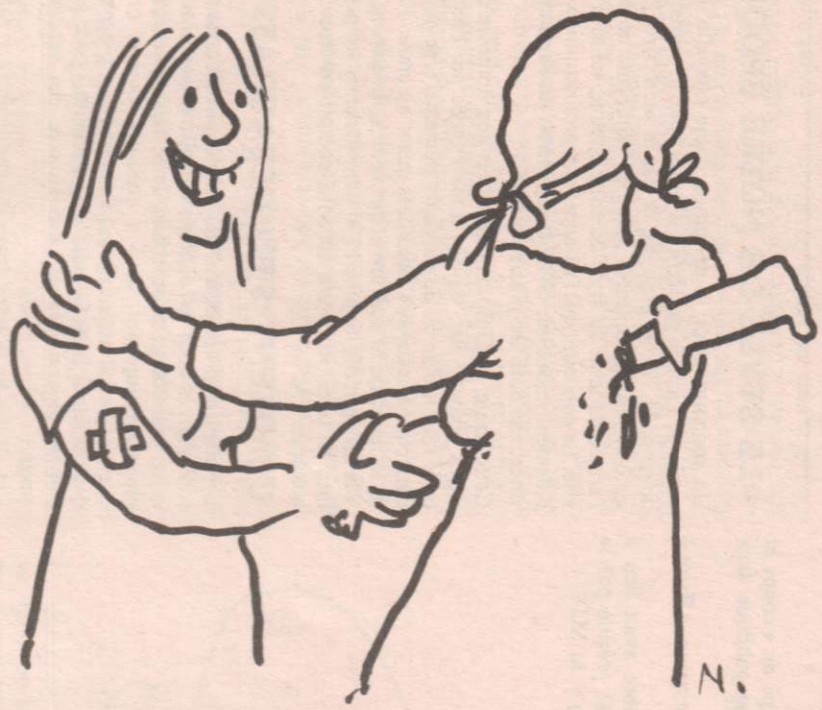
BOMBE ET FOLKLORE

Samedi ont été exposées des violences plus spécifiques : viol, fémicide (assassinat de femmes), pornographie. La matinée se déroula sans incidents notables : témoignages de femmes minoritaires (Afrique du Sud, aborigènes d'Australie), témoignage sur le viol, témoignage d'une Indienne accusée de meurtre (voir encadré). Mais on pouvait aussi percevoir une certaine lassitude dans l'auditoire : « On perd son temps », déclaraient certaines ; « La formule actuelle du tribunal est trop peu souple, trop contraignante, trop passive » ; « Il y a les officielles à la tribune, le reste écoute... comme des vaches », fait remarquer une Suissesse.

L'après-midi, on a d'abord eu droit à deux alertes à la bombe. Puis une centaine de filles, certaines masquées, toutes arborant pancartes et affichettes, ont envahi l'estrade : « Ik ben lesbish » ; « I am a lesbian, what about you », « I love women ». Comme on est futées comme tout (et que certaines étaient en français) on a vite compris qu'il s'agissait d'une manifestation de lesbiennes.

Elles ont pris la parole, expliquant longuement qu'elles représentaient la seule vraie stratégie politique; que toute constestation féminine pour être efficace devait en passer par là. Elles ont terminé en essayant d'imiter Paul Anka chantant « Diana », mais c'était moins juste et ça swinguait moins. Certaines d'entre elles levaient les mains, pouce et index rapprochés, ça doit être ça, un bras d'honneur lesbien. Pour terminer, comme ça commençait à lasser l'auditoire, on s'est un peu battues pour le micro, il y a eu des gifles et des bousculades et alors là effectivement on s'est réjouies de l'absence d'hommes dans la salle.

Quelques remarques personnelles : pourquoi une telle manifestation assez peu fondée dans sa forme puisque personne dans l'auditoire ne songeait à dénier à nos sœurs lesbiennes, le plus souvent persécutées, le droit de s'exprimer ? Pourquoi, alors qu'on est d'accord pour refuser un monde « masculin », se croire obligée d'en copier ses côtés les plus insupportables, l'intolérance, la vulgarité, le manque de nuances, l'autoritarisme ?



UNE NOUVELLE ANGELA DAVIS ?

Le 13 mai 1973, Yvonne Wanrow, une Américaine de 32 ans, a été reconnue coupable par un jury de l'Etat de Washington du meurtre de William Wesler (62 ans) et condamnée à 25 ans de prison. Yvonne Wanrow est une Indienne de la réserve de Colville, William Wesler était un blanc, détraqué bien connu des services de police, et s'était rendu coupable d'agression sexuelle envers le fils d'Yvonne âgé de 9 ans. Il avait aussi violé la fille de 7 ans d'une des amies d'Yvonne. Lorsque William Wesler, ivre, a voulu pénétrer une nouvelle fois chez cette amie, Yvonne, venue à l'aide, a tiré, le blessant mortellement.

Il y a eu de nombreux vices de forme au cours du procès et en août 75 le verdict a été annulé : un nouveau procès va lui être « accordé ». Mais comme le jury sera une fois de plus entièrement composé de blancs, l'avenir n'est pas très favorable à Yvonne. Actuellement en liberté provisoire, Yvonne Wanrow se bat avec acharnement comme femme, comme mère et comme Indienne.

On peut adresser des pétitions réclamant l'abandon de toutes les accusations retenues contre elle :

– au gouverneur de l'État : Governor Daniel J. Evans, Capitol Building, Olympia, Washington 98501, États-Unis.

– et le double ou une photocopie au comité de soutien : Yvonne Wanrow, YWILDC, P.O Box 49, Inehelium, Washington 99138, États-Unis.

PAS DE PROBLEME CHEZ LES LE ROUX

Qu'une belle bourgeoise, après avoir fait plein de métiers passionnants dans sa jeunesse, rentre passer son troisième âge au milieu de ses gentils enfants, c'est magnifique. Qu'on accorde une heure de télévision à cette dame pour qu'elle tente de convaincre ses sœurs bourgeoises du bonheur au foyer, on pourrait se contenter d'en hausser les épaules. Ce que je ne puis laisser passer, Madame Le Roux, c'est votre mépris : mépris pour Antoinette, dont vous n'avez même pas entendu les propos pertinents, parce qu'elle est « du MLF ». Mépris pour les « mères dénaturées » qui réclament des crèches ouvertes 24 heures sur 24... Si vous ne comprenez pas le bien-fondé de cette revendication, c'est sans doute que vous vous occupez vous même, en bonne dame de charité, dans votre quartier, des gosses de toutes les mères, veuves ou divorcées, obligées de travailler, elles , dont les horaires, pour un maigre salaire, varient entre cinq et sept heures le matin, vingt et vingt-deux heures le soir ?...

« C'est dans la discrimination de la lesbienne que s'exprime le plus fortement l'oppression (sexuelle) de la femme. C'est là que se manifeste très clairement la peur de l'homme devant la femme qui ne dépend pas de lui. Par leur façon de vivre, les lesbiennes représentent une menace pour les fondements de la société patriarcale, le mariage, la famille. Etant donné que la femme n'a pas le droit d'avoir sa propre sexualité, on lui refuse les besoins sexuels qui ne sont pas axés sur l'homme. Puisque seule la pénétration par l'homme a droit au nom de sexualité, toute femme qui sait ne pas vouloir et ne pas avoir besoin de l'homme pour sa satisfaction sexuelle, attaque le monopole sexuel de l'homme et par là même sa domination. C'est pourquoi on déclare que la lesbienne est un être anormal que l'on doit discriminer et poursuivre, surtout si elle se manifeste ouvertement. » (Extrait d'un polycopié du Lesbisches Aktionszentrum).

LE STATUT DES FEMMES PROSTITUÉES : LA PROSTITUTION DU STATUT

Les prostituées vont avoir un statut, sécurité sociale, impôts, allocations familiales...

Pour l'année de la femme, c'est vraiment une promotion que d'en asservir une partie aux besoins sexuels des hommes, tout en prévoyant la rentabilité maxima de cet asservissement ; et ce, par le moyen du fisc. Cette imposition limitera les tentatives de réadaptation. Comment payer les impôts de l'année précédente, alors que l'emploi accepté permet d'avoir juste de quoi vivre ?

On arrive à une nouvelle forme de prostitution, qui va correspondre à notre société actuelle où la rentabilité est l'enjeu et le seul pouvoir c'est le fric. On a institutionnalisé la prostitution. Où est l'évolution et où est sa future place ?

(Extrait d'un texte distribué au Tribunal)

Finalement, après ces flottements, l'audition des témoignages sur le viol a pu reprendre, avec entre autres ceux d'Anne et Aracelli, les deux jeunes Belges du procès d'Aix en Provence. Leur exposé sobre et insupportable a démontré, s'il était encore nécessaire, qu'il faut un courage peu ordinaire pour oser, dans notre société actuelle, porter plainte pour viol. Souhaitons que leur lutte prenne valeur d'exemple et permette à d'autres femmes une action valable en pareille circonstance.

« Pendant le viol, je n'ai pas eu conscience d'avoir eu mal physiquement ; ce que j'ai ressenti plus fortement, c'était le regard de l'autre qui me niait en tant qu'être. Je n'étais rien, je n'étais qu'un objet, son objet. La justice ne comprend pas pourquoi une femme violée ne fait pas preuve d'une résistance surhumaine et d'un calme olympien, et pendant le viol et après. Pendant l'interrogatoire, nous n'avons pas le droit de craquer. Pour les flics, si une femme craque, c'est parce qu'elle ment et non parce qu'elle a vécu une situation traumatisante. Moi-même j'ai eu souvent envie d'abandonner pour ne plus être obligée de revivre par le discours cet épisode. On n'a pas toujours le courage d'affronter policiers, juge d'instruction, surtout si on est seule. C'est pour cela que j'appelle à la solidarité entre femmes. » (témoignage d'Eve).

Dimanche et lundi, des femmes du Chili, d'Iran, d'Espagne racontent les tortures, les viols auxquelles elles ont été soumises, et nous rappellent qu'il est plus que jamais nécessaire que femmes médecins, journalistes et avocates apportent leur aide à Amnesty International. Leur témoignage ne rend hélas qu'un son tristement connu ! Celui, hallucinant, de la sinistre litanie des horreurs liées aux régimes dictatoriaux.

De nombreux tracts circulent, appelant à la libération des femmes prisonnières politiques en Iran, en Irlande, en Arabie Saoudite. Il est impératif que chaque mouvement féministe agisse sans délai et avec ténacité pour que cessent ces crimes épouvantables. C'est peut-être une des faiblesses de ce tribunal que de n'avoir pas plus clairement indiqué à chacune des participantes ses possibilités d'action.

Il semble que le Tribunal n'ait pas réussi à lever une certaine ambiguité : s'agissait-il de chercher à attirer l'attention du monde sur la condition féminine au cours d'assises internationales bénéficiant du support « publicitaire » de tous les média ? (mais alors pourquoi en avoir exclu une partie de la presse ?) Ou s'agissait-il au contraire d'essayer d'élaborer des synthèses, des stratégies de lutte bien précises (et dans ce cas effectivement le Tribunal de Bruxelles aura été une déception) ?

Il n'en reste pas moins que les côtés positifs sont appréciables. La solidarité des femmes s'y est affirmée de façon indiscutable, la volonté de lutter efficacement contre **toutes** les injustices a été ravivée, ainsi que la combativité des divers mouvements féministes. Il faut dès maintenant préparer les modalités du prochain tribunal (dans deux ans). Un appel a été lancé à tous les mouvements pour qu'ils adressent leurs suggestions à l'ITCAW, 165 bld Jacques, 1050 Bruxelles.

Christiane Ellis

(1) Pour plus de détails, écrire au Feminist Women's health Center, 1112 Crenshaw Vlvd, Los Angeles, CA 90019, Etats-Unis.

COURRIER

« LES RATS QUITTENT LE NAVIRE » (Resuite)

Sallantin (voir G.O. Nº 93), qu'est-ce que tu fous ici, à Paris, à raconter ta salade dans les canards de gauche ? Au lieu d'être là où se vit la vraie vie ?

Si t'y croyais si fort t'y serais déjà, tu vas pas me faire croire que t'es pas « tout à fait égoïste : qu'un petit reste d'altruisme te donne juste l'envie de perdre un peu ton temps pour ceux qui auraient envie comme toi de la VRAIE VIE ».

Et la fausse ?
T'y as pensé ?

LE MYTHE DU SAGE PAYSAN ET DU BON SAUVAGE

T'y as été sur place, Sallantin, voir si ça fonctionne comme tu le dis, dans la tête des pseudo-hippies aussi ?
De toutes façons, voir ne suffirait pas. Tu t'es pas demandé d'où sortaient ces gringos ? Crois-moi, c'est pas des paysans, ceux-là sont bien trop attachés à la sueur qu'ils ont versée sur leur terre pour aller voir ailleurs. T'as pas non plus demandé aux sauvages (les Indiens rouges) ce qu'ils pensaient (parce qu'ils pensent aussi) des petits mecs paumés qui jouent au boy-scout chez eux ?
Eh Sallantin je te connais pas, mais tu déconnes ou quoi ?
T'y as foutu les pieds chez les Indiens ? Les vrais, ceux que tu appelles les rouges ?
Tu sais, ils sont pas si rouges que le racontent les beaux livres d'aventures que t'as dû lire.
Et puis eux, ils savent que la forêt c'est une question de vie ou de mort.
Y rigolent pas, eux, c'est du sérieux, y a pas papa derrière qui t'attend quand t'en as marre de la vraie vie naturelle et tout, que t'as envie de poser ton regard ou ta main sur quelqu'un d'autre que tes petits camarades autarciques ou que t'as tout bonnement un gros gros chagrin.
Moi, j'ai jamais vu bosser des gens aussi dur que les Indiens et pourquoi ? Si tu regardes à travers ta lunette de petit bourgeois, pour bouffer et faire la fête, pas plus, mec.
S'il y avait une autre solution, ils l'auraient déjà trouvée, ils sont pas si bêtes que ça, tu sais.
Et puis, ils ont pas besoin de faire de statistiques.
S'ils savaient lire, ils te rigoleraient au nez, d'ailleurs ils se gênent pas pour le faire de tes petits copains américains, parce qu'ils savent aussi se marrer, triste mec.
Je le sais, j'y étais chez eux.

L'AUTARCIE, CE N'EST PAS LE BAGNE

Tu crois que les copains ils la subissent pas, la pression fascisante du système ? Là bas ou ailleurs ils dépendent de leur passeport et c'est pas dit que la « pression fascisante du système » se trouve pas à l'orée de la forêt. Tu les vois toi, les 400 ou 500 communautés tribales (ne me fais pas rire) et les Indiens, ceux qui restent, ceux qui s'effaceront devant vous les néo-conquistadores ? Car c'est bien de ça qu'il s'agit.

QU'EST-CE QU'ON BOUFFE ?

Il faut être né Indien pour savoir utiliser toutes les ressources de la forêt, tous les blancs que j'y ai rencontré étaient à moitié morts de fatigue et de maladie je parle des petits colons, pas des voyous, faut pas confondre.
Ils ont dû te raconter des salades les gringos ou c'est toi qui en raconte et c'est pas les Indiens qui vont aller livrer leurs petits secrets à n'importe qui ; sont pas fous.
Quarante blancs qui vivent ensemble ça se voit rarement dans des endroits pareils.
Doit bien y avoir quelques conserves made in USA qui traînent quelque part au fond des ruck-sacs juste à côté de la trousse de pharmacie, du bloc-notes et du dernier Castaneda, allez...
Tu t'es jamais demandé pourquoi ils allaient pas tout seuls chez les Indiens, les gringos ? Ça ce serait la vraie vie mais ils ont la trouille comme toi coco parce qu'ensemble quand ils sont emmerdés par les moustiques ou le cafard y peuvent se le dire mais pas à un Indien il se foutrait de leur gueule, lui.
Ils crachent pas, eux, les rouges, sur les « objets qui viennent du système », une machette, tu peux pas savoir ce que ça facilite le boulot, et un fusil alors ? Malheureusement ils le payent et cher c'est pas du tout « frustrant » pour eux, c'est pratique, ce qu'ils savent pas, c'est que ça les bousille plus vite.
Qu'est-ce que tu fais de tout ce que t'as dans la tête quand t'arrives ? Tu crois que tu peux l'oublier longtemps ? Et ce que tu vas raconter à tes gosses ceux qui naîtront là-bas, t'y a pensé ?
Et les petits fachos qui s'infiltreraient dans tes brigades, graines de petits colons, marchands de pâte à papier ou autres c'est pas un risque ça de misère culturelle ?

ON Y VA

L'Indien blanc, le Lyonnais, il vit avec les Indiens ; les noirs le long du Maroni, ils viennent des tropiques, ça se ressemble un petit peu et surtout ils ont bien été obligés...
Tu confonds tout, Sallantin : Club méditerranée, communauté hippy et tribus libres comme tu les appelles dont l'unique chance de survie se trouve être en gros le rituel, et toi, qui as « la chance de t'être dégagé de la mythologie judéo-chrétienne et d'avoir entrepris une exploration **objective** *des règles permettant d'éviter refoulement, frustration, sublimation névrotique...», pourquoi veux-tu partir ?*
Pourquoi t'adresses-tu à des petits paumés comme toi qui une fois là-bas n'auront qu'une envie celle de revenir ?
Ça ne concerne que toi ? Je suis pas sûr. Mais ça me chatouille qu'on cause de ce qu'on connaît pas et qu'on utilise une photo que j'ai faite pour illustrer un torchon pareil.

Jean Patrick Razon

UN BRIN PRINTANIER DE QUOTIDIEN

Sitôt franchi le pont de Lagnieu, la départementale 65 se faufile entre des forêts mornes et des champs jaunis. Dans sa vieille 2 CV, l'homme m'explique qu'il est menuisier à son compte la semaine et guide des grottes de la Balme le dimanche : « 55.000 visiteurs par an en moyenne ». Au bord de la route, un énorme tas de ferraille est rangé sur une remorque. « Tout ça, ça va à l'usine atomique, plus loin ».

A la limite de l'Isère et de l'Ain, St-Etienne d'Hyères est un petit village perdu dans la grande plaine. Eparpillées, quelques villas toutes neuves. Pour certaines d'entre elles, « à vendre » signalent des panneaux accrochés aux volets clos. Le brouillard s'étire péniblement ; de grosses masses grisâtres et étranges s'en détachent. L'herbe est encore mouillée et les talus fument. Un tracteur laboure une terre. Des poules, dans une cour, s'énervent. Le vieux paysan, vêtu d'un bleu, surveille sa fournache. Méfiant, il s'arrête de travailler dès que je m'approche. Je lui montre le chantier, immense, de l'autre côté du Rhône : « Oh, ça ? Ben, c'est une centrale à lumière électrique ». Silence, puis : « avant, y'a dix ans, on pouvait traverser en barques, c'est fini ». Regrets du temps qui broie.

Car, à vol d'oiseau, à même pas 500 mètres du village, le chantier est là, gigantesque, comme une fourchette poussée du sol pour barrer l'horizon. A midi, le soleil troue le brouillard, et donne une petite touche presque timide de gaieté, comme pour s'excuser de sourire en ce lieu foutu. J'arrive devant une ferme. Sur le seuil, un homme et un garçon. Celui-ci disparaît. L'homme, je crois, est un peu gêné. Il veut bien parler, mais pas dans le magnéto. Je lui demande ce qu'il pense du chantier : « Vous savez, des centrales, il en faut, c'est du progrès, ça ». Pose. Le regard tombe, fracassé sur le sol. Et puis les mots sortent : « Si vous voulez mon avis personnel, cette centrale, c'est une ordure ». Pose encore. « Ecoutez-moi, je suis pêcheur. Tout ça, c'est du progrès, d'accord, mais ils ont tout bousillé. Sur la pollution, y'aurait beaucoup à en dire ». Ce sera tout. L'homme rentre dans l'encadrement de la porte, pour m'inviter à partir. Et j'ai l'impression d'avoir arraché à cet homme quelque chose de tragique. Car enfin, chaque matin, les habitants de St-Etienne d'Hyères se retrouvent, la centrale sous le nez. Ils ont assisté aux premiers travaux et depuis dix ans, ils vivent avec eux. C'est devenu un décor. Je crois qu'au fond d'eux-mêmes, ils sont contre mais c'est pas aisé de reconnaître que l'on vit en permanence à proximité immédiate d'un monceau de merde. De ça, ils ne veulent pas en parler, ou peu.

Fatalisme et mutisme, et personne ne leur a appris qu'il ne fallait compter que sur eux-mêmes. Chaque fois que je viens flâner près du site, c'est comme un cri d'impuissance. Les lignes racolées au premier réacteur bourdonnent, les grues rouges chérissent le deuxième et le troisième et déjà deux tours de refroidissement s'imaginent zigouratts. A St-Etienne d'Hyères, dans un jardin, une balançoire de gosse était vide et du linge séchait sur un fil. Un cheval roux m'a regardé et j'ai regardé le soleil, il était trop pâle pour me détourner les yeux. Nom de Dieu, c'est tout ça qui s'en va ! Don Quichotte contre les moulins à atomes ?

Rien de tel de temps à autres qu'une visite autour d'un site atomique pour recharger les batteries et se dire que le monde est de plus en plus fou et qu'il faut pourtant gueuler. Face à ces diaboliques diabolos et cubes de béton, les idéologies de toutes sauces sont dérisoires. Faut sauver la vie, le reste est à inventer. Les jours grandissent.

« En avril, fais échec à Malville ». Slogan printanier ? Il faut, on doit (1), le quotidien se fissure...

Christian Treillard

(1) Cernés par Verbois, Malville, Bugey et Verdun-sur-Doubs, ohé, les Jurassiens, les copains de Rhône-Alpes ont besoin de vos coups de mains. Ça urge !

DEUX CENT MILLE SIGNATURES CONTRE LA PEINE DE MORT

Les signataires de cette lettre se déclarent **contre la peine de mort,** quel que soit le meurtrier et son crime, pour les raisons suivantes :

– Nous sommes et comptons rester **humains** avec toute la conscience que cela implique ; conscience qui nous enseigne le respect de la vie d'autrui, quel qu'il soit.

– Nous ne croyons pas en **l'exemplarité de la peine ;** tous les pays ayant aboli la peine de mort n'ont pas vu pour autant les crimes augmenter.

– Nous sommes **contre la loi du Talion ,** la société dont nous faisons partie n'a pas à se venger, car il s'agit bien de vengeance, contre un criminel, mais à l'empêcher de nuire de nouveau.

– Enfin nous en avons marre de voir se déchaîner les médias et la presse pour chaque rapt d'enfant commis par un débile (même conscient, le tueur d'un enfant ne peut être que débile) alors que **nos marchands de canons vendent de plus belle !** Suprême hypocrisie : un pays qui se voudrait pour la peine de mort de pauvres minables mais qui encenserait des Monsieur Dassault, des Monsieur Bigeard, Massu et compagnie.

Lutzi Pierre ; Halimi Christiane ; Labbé Monique ; Laujin Jacky Louis ; Profit Christine ; Saury Jean-Pierre.

SAN FRANCISCO WASHINGTON A PIED, C'EST PARTI !

La plus grande marche pacifiste du monde, la « continental Walk », marche continentale pour le désarmement et la justice sociale, vient de commencer aux États-Unis.

Ils étaient soixante « longs marcheurs » à San Francisco le 30 janvier, décidés fermement à rejoindre Washington d'ici la mi-octobre et à promener d'Ouest en Est leur banderole : « 100 milliards de dollars par an pour le budget militaire US, alors que des hommes manquent de l'essentiel, c'est insupportable ! », et leur slogan : « Quiconque marche à pied à l'âge du supersonique, fait un acte politique ! »

Comme pour une veillée d'armes, les soixante s'étaient réunis au pont du « Golden Gate » et le lendemain ils se trouvaient mille en arrivant au port dans la baie de l'Est. Pour ce départ, ils ne manquèrent pas de faire un petit tour devant l'usine Lockheed où se construisent les sous-marins Trident.

Tout ce « folklore » apparent est sous-tendu par une analyse politique claire, soutenue par vingt et une organisations, et signée au dernier moment par César Chavez, le leader des FarmWorkers. Les tracts distribués sont très clairs :

1) **Fin de la course aux armements :** les USA ont 8000 fusées nucléaires longue portée capables de détruire 36 fois chaque grande ville russe.

2) Si les 100 milliards de dollars étaient dépensés « socialement », une grande partie du chômage serait résorbée et les États-Unis dilapideraient un peu moins les ressources du monde.

3) Quarante milliards de dollars suffiraient pour procurer un logement décent à chaque Américain.

4) Les USA ont « une psychologie militaire agressive » dans leur comportement envers les minorités sexuelles et raciales.

5) Les multinationales, appuyées sur l'armée américaine, exploitent le Tiers-Monde et y créent des marchés ne correspondant pas aux besoins fondamentaux de ces pays.

6) Il ne peut y avoir de sécurité sans justice sociale. Pour éviter la catastrophe mondiale, il nous faut prendre l'initiative de lutter par la non violence pour le désarmement et la justice sociale.

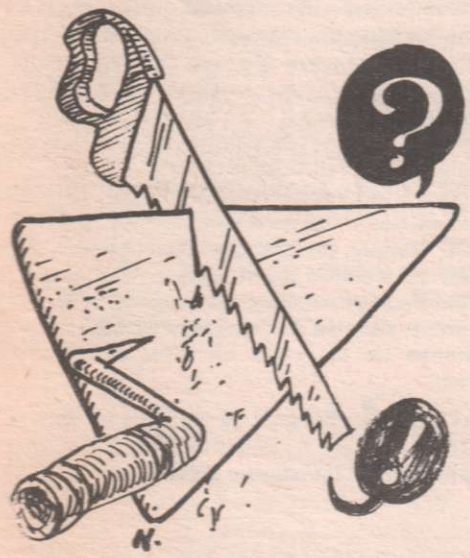
Cette marche est organisée par : International Confederation for Disarmament and Peace, International Fellowship of Reconciliation, Japan Buddha Sangha, Japan Council Against A et H Bombs (Gensuikyo), War Resisters International. Elle est parrainée par : American Friends Service Committee, Catholic Peace Fellowship, Catholic Worker, Clergy and Laity Concerned, Fellowship of Reconciliation, Gray Panthers, Movement for a New Society, National Council for Universal Unconditional Amnesty, Pax Christi USA, People's Party Promoting Enduring Peace, Sane, Socialist Party USA, Southern Christian Leadership Conference, War Resisters League, Women Strike for Peace, Women's International League for Peace and Freedom.

Pendant ce temps, en France, une marche sur Verdun se prépare pour cet été du 4 au 10 août. Il y aura sûrement de petites escales à Metz pour son célèbre Tribunal Permanent des Forces Armées, à Etain pour son camp militaire, à Lauterbourg où EDF veut implanter une centrale nucléaire, et à Haguenau, ville garnison, qui a un camp militaire équipé de missiles Pluton.

Bref, achetez des chaussures de marche pour l'été. La fête commence à Malville le 3 juillet.

G. Didier

BRAUD : RECOURS EN CONSEIL D'ÉTAT CONTRE LE DÉCRET D'UTILITÉ PUBLIQUE



Le SYDAM (Syndicat de défense des agriculteurs et des structures agricoles menacés) a déposé en Conseil d'Etat un recours en annulation contre le décret d'utilité publique de la centrale nucléaire de Braud, paru le 31 décembre 75.

Le SYDAM appuie son recours sur les points suivants :

– « contrairement aux chiffres avancés par EDF concernant le nombre de personnes touchées par l'entreprise, ce n'est pas seulement 22 exploitants, mais bien 300 familles qui tirent leurs ressources des terres ».

– la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique a été irrégulière quant à sa forme : il y avait dans la commission d'enquête une personne ayant « incontestablement personnellement intérêt à la réalisation des travaux projetés par EDF » ; de plus, le dossier était «manifestement incomplet ». Les résultats des études d'EDF sur les nuisances et les effets de rejets d'effluents n'étaient pas communiqués pour la bonne raison qu'ils étaient en cours. EDF écrit par exemple : « de même une étude écologique (inventaire de la faune et de la flore) avec examen des conséquences écologiques éventuelles du réchauffement est entreprise». La population ne disposait donc au moment de l'enquête d'utilité publique, souligne le SYDAM, « d'aucun élément scientifique sérieux d'appréciation des effets et des risques qu'elles sont appelées directement à supporter ».

– les dépenses et les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet ont été appréciées de façon sommaire. Par exemple, on peut lire dans le dossier que « le montant estimatif de la totalité des acquisitions immobilières sera de l'ordre de 4 millions de Francs ». Le SYDAM répond : « ce chiffre ne constitue qu'une sous–estimation grossière des acquisitions à effectuer, et n'a jamais correspondu à la réalité ». De même, le montant des préjudices subis par les agriculteurs a été minimisé.

« Deux utilités publiques s'affrontent ici, celle des besoins du pays en énergie, et celle du maintien d'une production agricole adaptée au milieu ».

Bref, « l'enquête préalable a été effectuée à l'appui d'un dossier qui n'offrait de garantie d'aucune sorte, et en violation du respect dû aux intérêts des expropriés... EDF semblant utiliser un cadre juridique, détourne en fait la procédure d'enquête de son objet et obtient par-là même un « blanc seing » ... Les requérants, à plusieurs reprises, se sont adressés, soit aux organismes gouvernementaux, soit aux organismes chargés de l'enquête, et désignés par EDF, pour obtenir des informations et de plus amples précisions sur les conséquences tant positives que négatives de la création de la centrale. Il n'a malheureusement jamais été répondu à de telles demandes, ce qui constitue semble-t-il une entrave au droit d'information du citoyen de qui on requiert au surplus un avis ».

Le SYDAM demande au Conseil d'État l'arrêt immédiat des travaux en cours, engagés du reste avant même la parution du décret d'utilité publique !

Pour couvrir les frais occasionnés par ce recours en Conseil d'État, et d'autres actions judiciaires en cours, le collectif antinucléaire de Braud a besoin d'un soutien financier. Envoyez votre obole au trésorier : J.P. Sauvant, 23, rue Patoizeau, cité Beaulieu, 17320 Marennes. CCP : 4.583.19.S Bordeaux.

Quelques détails sur les « autres actions judiciaires en cours » : le collectif a déposé des plaintes contre M. Marsaud, maire de Braud, pour injures publiques et menaces de mort à l'encontre d'une délégation antinucléaire qu'il a « reçue » chez lui, et contre M. Mailhou, capitaine de gendarmerie à Blaye, pour incitation à la violence, abus de pouvoir et diffamation envers la même délégation (voir G.O. N° 85, 24 décembre 75). Par ailleurs, trois membres du collectif sont inculpés au titre de la loi anti–casseurs. Beaucoup de frais en perspective...

A Braud, on s'intéresse beaucoup aux technologies douces. Le développement de telles techniques est un des objectifs du Groupement foncier agricole, qui dispose de terrains et de constructions sur le site. Ce projet pourrait prendre forme cet été, faisant suite au camping antinucléaire de l'été dernier. Trois objectifs principaux sont fixés : lieu d'échanges et de réalisations pratiques, réalisation d'une bibliographie et d'outils audiovisuels de popularisation, exposition de matériel disponible sur le marché.

Un premier appel est lancé à tous techniciens, artisans, bricoleurs intéressés par la constitution d'une équipe qui étudierait le plus tôt possible, les modalités pratiques de ce projet.

Contact : CAN, 18 rue du palais de l'ombrière, 33000 Bordeaux.

SUR LE TERRAIN

OPÉRATION MARÉE VERTE

A l'occasion du printemps aura lieu samedi 20 et dimanche 21 mars un « week-end vert » dans plusieurs villes de France.

● **PARIS :** samedi 20 à 10 h 30, Maison internationale de la Cité Universitaire, 19 Bd Jourdan, 75014, inauguration du **premier contre-salon de l'auto,** destiné à dénoncer les méfaits de l'automobile. Slogan : **« l'automobile doit servir et non asservir ».** L'idée de ce contre-salon est de Georges Krassovsky. Il est ouvert au public (entrée gratuite) du lundi 22 au dimanche 28 mars, de 10 à 18 h. Les éléments qui le constituent feront ensuite l'objet d'une exposition itinérante qui sera présentée dans les principales villes de province.

Toujours le samedi 20, toujours à la Maison internationale, mais de 14 à 19 h, **rendez-vous des militants écologiques de Paris et de Province.** Personnalités annoncées : René Dumont, Théodore Monod, Pierre Pellerin, Philippe Saint-Marc, Jean Toulat, René Barjavel, etc. Participation aux frais : 5 F pour ceux qui le peuvent.

A 20 h 30, **débat sur « environnement et santé ».**

Dimanche 21 de 10 à 20 h, cinémathèque française du Palais de Chaillot (entrée côté av. Albert de Mun) : **festival du film écologique.** Une vingtaine de films seront projetés, parmi lesquels « Les atomes nous veulent-ils du bien ? », de Claude Otzenberger, interdit pendant un an à la télévision. Participation aux frais : 5 F. Renseignements : 540 41 80.

● **MONTAUBAN : grand rassemblement national des associations et mouvements écologiques** les 20 et 21 mars à l'occasion de l'opération « Marée verte ». « Une ville toute entière va se manifester pour une grande cause humanitaire, sans souci de classe, de caste, sans but politique sectaire religieux ou commercial... Mais dans l'unique résolution d'assurer la survie de l'homme, réflexe bien légitime ! »

Samedi 20, 14 h 30, Centre culturel : table ronde écologique. Dimanche 21, concentration de « cyclistes verts » entre onze heures et midi au Plateau (allées Montauban) ; plantation d'arbres ; fin du festival du film écologique.

L'Association Toulousaine d'Ecologie critique dans un tract le caractère apolitique et « religieux » de cette opération « Marée Verte ». Voici sa conclusion : « Le pouvoir politique, économique, militaire... (ça existe ça !) serait bigrement heureux s'il pouvait s'allier la grande masse indistincte des écologistes de bonne foi, de ceux qui croient encore à la bonne volonté de tous, à la solidarité humaine, et isoler les écologistes - les vrais pensons-nous – qui dénoncent ce pouvoir complice des pollueurs. Nous, nous disons : « oui, rassemblons-nous, mais pour isoler le pouvoir des industriels, des multinationales et les empêcher de détruire ».

Oui à un rassemblement écologique sur des bases claires et avec des objectifs de lutte précis.
Non à la grande kermesse, à l'unanimité trop facile, récupérable par les pouvoirs en place.
Que Montauban nous aide en répondant à ces questions et à ces critiques. »

Opération « Marée verte », A. Royer, Résidence Falguières, 82000 Montauban.
Association Toulousaine d'Ecologie, 3, rue des Pénitents Gris, 31000 Toulouse.

COORDINATION ANTI-PECHINEY

Les responsables de diverses associations de lutte contre la pollution fluorée des usines du groupe Péchiney-Ugine-Kuhlmann se sont réunis les 6 et 7 mars à Lannemezan. Ces associations (Maurienne, Haute-Durance, Vézelay, Montroc, Noguères et Lannemezan) se sont mises d'accord sur un certain nombre d'axes à privilégier :

– refus de toute « convention » et de tout « seuil de pollution » (ce qui autoriserait PUK à continuer de polluer),
– se battre pour que PUK indemnise toutes les pertes de production aux agriculteurs,
– informer au maximum les populations et les élus locaux des dangers de la pollution et les mettre face à leurs responsabilités,
– lutter pour obtenir une enquête épidémiologique autour de chaque usine, et commencer des recherches médicales avec l'aide de médecins,
– développer avec les syndicats paysans et avec les syndicats ouvriers un rapport de force en cassant l'apparente contradiction entre la lutte anti-pollution et l'emploi.

Le Comité de Liaison et d'Information Santé et Travail participait avec des médecins généralistes à ce colloque, et il a été question des conséquences de la pollution fluorée non seulement sur la végétation et les animaux, mais aussi sur l'organisme humain.

A l'issue des débats, a été créé un **Comité National de Coordination des luttes contre les pollutions de Péchiney-Ugine-Kuhlmann,** dont le siège pour l'instant est le même que celui de la Sépanso-Bigorre-Pyrénées : B.P. n° 19, 65300 Lannemezan. Il propose un rassemblement national avant l'été pour dénoncer publiquement les méfaits de la multinationale P.U.K. guidée par le seul souci du profit, et poser les bases d'un mouvement de masse en vue d'imposer à P.U.K. et à l'Administration un contrôle par les ouvriers et les populations.

Association pour la sauvegarde de l'agriculture, des sites, et la lutte contre les pollutions dans le bassin de la Haute Durance. Comité Anti-Pollution de Maurienne. Association pour la sauvegarde des sites et la lutte contre la pollution dans le Vézelien et l'Avallonnais. Association pour la Sauvegarde du Gers. Association contre la pollution du Dadou et du Tarn. Amis de la Terre du Morvan. Comité de Liaison et Information Santé et Travail. Sépanso-Béarn et Sépanso-Bigorre.

SUR LE TERRAIN *(suite)*

HANDICAPÉS : HALTE A LA CHARITÉ !

Comme chaque année à la même époque, le gouvernement lance l'hypocrite opération : « A vot' bon cœur », soutenu par diverses associations en collusion avec le pouvoir, au profit des prétendus **3,5 millions d'handicapés.** La recette moyenne s'élevant à environ **500 millions d'anciens francs,** cela ferait 1,40 F par handicapé et par an, si les bénéfices étaient distribués entre tous. Mais les associations évitent avec soin le ridicule d'une telle division.

Pour le C.L.H. (Comité de Lutte des Handicapés), la réinsertion de l'handicapé ne passe pas par la charité publique, mais par la suppression de tous ces ghettos que sont les Ateliers protégés, les C.A.T. (centres d'aide par le travail) ; par l'aménagement des lieux de vie, de travail, de formation ; le droit à une scolarisation, une orientation, une formation ou un reclassement professionnel, librement choisis, quel que soit le degré du handicap.

En fait, à quoi sert cet argent ? Pour ces grandes associations, à payer leur personnel d'encadrement, afin de nous rendre docile ; avec le reste, à construire de nouveaux ghettos où l'handicapé deviendra subitement rentable. Voilà à quoi servent les quêtes : à faire de nous une catégorie de travailleurs surexploités, sous-payés, en nous privant de tous droits politiques et syndicaux, coupés du monde, en nous niant tous besoins physiques, intellectuels et sexuels.

A bas les grandes associations d'handicapés (A.P.F., U.N.A.P.E.I., A.D.A.P.T...) qui sont là pour gérer la pénurie du pouvoir, et imposer aux handicapés sa politique.

A bas les cadences et les rendements, c'est la loi du profit qui nous handicape !
De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.
A bas les quêtes, refusez de donner.
Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend !!!

(Extraits d'un tract du Comité de Lutte des handicapés, 81 rue Saint Fargeau, boîte aux lettres N° 5, 75020 Paris.)

A lire : « Handicapés méchants », journal du Comité de Lutte des Handicapés. Le N° 4 est paru. Prix : 2 F. Abonnement : 10 F par an. Chèques à l'ordre de E. Auerbacher, CCP 25 344 78 Paris.

TUTTI FRUTTI

● **MACON : « Mets pas tes doigts dans ton nez, ils sont radioactifs »,** film, suivi d'un débat sur le thème : **« le nucléaire est-il inéluctable ? »,** mercredi 17 mars, MJC de Flacé.

Réunion publique d'information avec M. Durr, ingénieur EDF, et le groupe d'étude sur l'énergie nucléaire de Mâcon. Entrée libre. Vendredi 19 mars, 20 h 30, MJC Héritan.

● **NANTES :** le groupe **refus 6% nucléaire** a changé d'adresse. Collectif de recherche et développement des énergies douces, 19 rue de la Carterie, 44000. Tracts explicatifs et lettres-type disponibles.

● **BRETAGNE : création d'un comité breton contre l'imposition (CBCI).** Contact : Yann Fanch Guilloux, Route de Dolo, 22640 Plénée-Jugon.

● **LA HAGUE :** Le Comité régional de lutte et d'information antinucléaire et le Comité contre la pollution dans la Hague ont décidé de lancer une action de grande envergure contre l'usine de la Hague. La date retenue est le 6 juin. Toutes suggestions, réactions, propositions sont à envoyer au comité local de Coutances, Le Quenelière, 50200 Saussey.

● **MAYENNE : trente-deux personnes ont renvoyé collectivement leurs livrets militaires** à la gendarmerie de Laval mardi 9 mars. Ils voulaient ainsi protester contre la condamnation de trois insoumis, Christophe Mabit, Philippe Peneau et Jean-Pierre André, par le Tribunal permanent des forces armées de Rennes, ainsi que contre l'existence de ces tribunaux en général. Sur ces trente-deux personnes, il y a dix paysans, sept enseignants, quatre animateurs, trois éducateurs, trois ouvriers, trois employés, un chômeur et un étudiant, âgés de 23 à 66 ans.

● **TOULOUSE : « non au nucléaire civil et militaire »,** mercredi 17 mars, 21 h, 23 bis rue Valade. Organisation : « 103 », groupe non-violent, 39 rue Peyrolières, 31000.

● **BEAUNE : opération « marée verte » itou les 20 et 21 mars.** Renseignements : Comité provisoire pour la célébration de la Journée de Survie, 12 avenue de la Sablière, 21200 Beaune.

● **NAUSSAC :** Des tracteurs en travers de la route et des paysans couchés sur la chaussée ont barré le passage vendredi 5 mars au délégué du préfet et au directeur de l'équipement de Mende. Un dialogue s'engage : « nous venons discuter du relogement, afin que si le barrage se fait, on soit en mesure de proposer quelque chose à la population », disent les officiels. « Il n'y a pas de « si », le barrage ne se fera pas ». Devant la détermination des paysans, les officiels ont dû rebrousser chemin.
Un manifeste contre le barrage a été signé par 53 paysans. Des municipalités démissionnent, comme celle de Langogne le 26 février. Un grand rassemblement est prévu à Naussac au mois de juillet.
« Forts du soutien de la population, les paysans de Naussac sont fermement décidés à aller jusqu'au bout. »
Comité de défense de la vallée de Naussac, Briges, 48600 Grandrieu.

● **LORIENT : « Cinquième congrès du mouvement Nature et Vie les 27, 28 et 29 mars** au Palais des Congrès, sur le thème : **« Initiation aux techniques vitales ».** Au pro-

PERCÉE ÉCOLOGIQUE AUX CANTONALES

● **Les quinze candidats présentés par le « Mouvement Écologique » ont obtenu près de 10% des voix en moyenne,** alors que Dumont avait seulement atteint 1,32% aux présidentielles de 74.

La performance la plus brillante est accomplie par les candidats d'Écologie et Survie (membre du M.E.) en Alsace. Record : 15,31% des voix pour Richard Hamm dans le canton de la Petite Pierre (Bas-Rhin). A Mulhouse-Sud, Antoine Waechter fait 12,86%. Les neuf autres candidats totalisent entre 6% et 15% des voix. Dans sept cantons du Haut-Rhin, Écologie et Survie devance le Parti communiste. Deux écologistes sont restés en lice pour le second tour (à Mulhouse Sud et à Mulhouse Est).

Au second tour, Antoine Waechter récolte 11,92% des voix (Mulhouse Sud), et M. Jenn 10,74% (Mulhouse Est).
Les autres demandent à leurs électeurs « de voter pour le candidat qui, sans ambiguité, adhérera à nos positions, sinon nous demanderons de voter blanc ».

Dans le Perche (Orne, Eure-et-Loir), les candidats du « Mouvement écologique » font entre 2,41% et 7,55%. Ils se sont retirés purement et simplement pour le second tour. A Cagnes-sur-Mer (Alpes Maritimes), ses 8,58% font du candidat écologique l'arbitre du deuxième tour entre l'UDR et le PS. Il a appelé à voter pour le socialiste, car « de bonnes conditions d'entente et de collaboration locales sont établies depuis longtemps » avec lui.

● **Bonne tenue aussi des candidats verts (souvent réformistes, quelquefois conservateurs) présentés dans la Région parisienne par le Bureau de liaison des associations de défense de l'environnement :** 17% à Poissy, 8% à Meulan.

● **Le PSU** (seul parti politique à avoir pris nettement parti contre l'énergie nucléaire) **atteint 4,11% des suffrages dans les cantons où il était présent.** Stabilité remarquable : le PSU avait obtenu 4,15% aux législatives de 73.

● **En Bretagne, « dans le canton de Belz (site nucléaire d'Erdeven) le Conseiller Général sortant, M. Rolland, U.D.R. et pro-nucléaire, a été balayé au premier tour par le Dr Le Formal, candidat libre et antinucléaire, par 55% des voix contre 29%.**

M. Rolland était Conseiller Général depuis 12 ans, maire de Belz depuis 20 ans. Ami de M. Marcellin, il gouvernait le canton comme un potentat plein de morgue et de mépris pour la population. Rien pourtant n'aurait dû changer si depuis un an et trois mois la population ne s'était élevée en masse, luttant au sein du CRIN (Comité Régional d'Information Nucléaire) contre l'implantation d'une centrale nucléaire. Rolland fut le partisan acharné de cette centrale et couvrit de mépris les antinucléaires et la population de son canton. Le Dr Le Formal, personnalité très populaire, prit, lui, dès le début de cette lutte, une position très ferme contre cette centrale. Par ailleurs, celui-ci s'opposa régulièrement au sein du Conseil municipal de Belz à M. Rolland, et il démissionna de ce poste le jour où M. Rolland injuria publiquement la population dans une interview accordée au « Nouvel Observateur ».

Le CRIN n'a soutenu aucun candidat, mais a mis en évidence les contradictions du Conseiller sortant, ses positions inacceptables et le danger pour la région de donner ses voix à un homme dont les agissements étaient à ce point contraires aux intérêts de la population de son canton. Celle-ci, qui depuis un an avait pris en main ses propres affaires, a montré massivement, en élisant Jean Le Formal, qu'elle ne faisait plus confiance à ce type d'homme incarnant de telles pratiques politiques.

La population sait déjà qu'elle pourra entretenir avec le nouveau Conseiller Général des rapports démocratiques qui étaient inexistants dans ce canton.

Une autre gestion cantonale et municipale peut être envisagée par tous. Cette prise en main des habitants ne peut déboucher que sur la véritable politique : la gestion de leur vie. »

« Mouvement écologique », 65 Bd Arago, 75013 Paris.
Écologie et Survie, 10, av. de Lattre de Tassigny, 68100 Mulhouse.
CRIN, B.P. 5, 56410 Etel.

LES « TERRORISTES » VOUS PARLENT

Le groupe « Solidarité Révolutionnaire Internationale » nous écrit :

« Nous tenons à rectifier l'erreur glissée dans votre numéro 95 du 3 mars 1976, comme quoi le magasin Marks and Spencer à Londres fut notre cible en réplique à l'assassinat de Frank Stagg par le gouvernement britannique. C'est la succursale parisienne qui a été l'objet de notre action dans la nuit du 26 au 27 février 76, quelques minutes après que fut fêté le premier anniversaire de l'implantation de Marks and Spencer à Paris. En attaquant la plus grosse chaîne de grands magasins britanniques (Marks and Spencer est, en Europe, la chaîne de magasins qui fait le plus de bénéfices dans le rapport ventes/salaires), nous visions également le capitalisme britannique.

La presse (et pas seulement la « grande ») boycotte systématiquement tous nos communiqués expliquant nos diverses actions. De « L'Aurore » à « Libération », en passant par « L'Humanité », censure est faite sur les raisons de nos attentats. Seule « La Gueule Ouverte », jusqu'à présent, ouvrait ses colonnes à nos textes, et permettait ainsi l'expression d'une parole bâillonnée partout (« Libération », comme d'habitude, a ignoré notre communiqué, et n'a cette fois-ci même pas mentionné notre action), ainsi que celle de groupes proches du nôtre. Aussi sommes-nous étonnés et forts déçus de nous apercevoir que dans votre n° 95 il ne reste qu'une phrase du communiqué que nous vous avons fait parvenir, revendiquant l'attentat du magasin parisien de Marks and Spencer. Nous vous le renvoyons, en espérant que vous le publierez entièrement ainsi que cette lettre. Nous admirions auparavant votre honnêteté qui permettait à d'autres paroles que la vôtre de s'exprimer dans vos colonnes (des « candidats verts » aux « terroristes ») ; nous aimerions continuer à vous considérer autrement que nous pouvons considérer de manière méprisante « Libération », qui ose remettre en cause la lutte de la résistance basque-sud et de son mouvement E.T.A. contre la monarchie espagnole.

Salutations révolutionnaires. »

Voici maintenant le communiqué en question. Au lecteur de juger s'il valait le coup d'être publié intégralement.

« Nous revendiquons l'attentat contre le magasin Marks and Spencer en réplique à l'assassinat de Frank Stagg par le gouvernement britannique.

Alors que les révolutionnaires allemands emprisonnés sont liquidés lentement mais sûrement par la machine répressive du nouveau fascisme allemand – bientôt européen ? –, les mêmes techniques modernes de destruction non-biologique de l'individu sont appliquées aux prisonniers irlandais par l'impérialisme britannique, ne laissant le « choix » qu'entre la mort lente par l'isolement maximum et, au besoin, la privation sensorielle, et la mort rapide par la grève de la faim, seule arme politique possible contre le refus des autorités de céder aux revendications permettant un minimum de survie aux détenus.

Frank Stagg, après Holger Meins et Michael Gaughan, que la presse n'a pas manqué de présenter comme un fanatique ou, au mieux, comme la victime de tractations politiques, a donc été sciemment assassiné.

Tous ceux qui, confrontés à leur propre anéantissement, choisissent de résister, doivent être considérés comme des révolutionnaires à part entière. La solidarité verbale et idéologique constitue une insulte pour ceux à qui elle est destinée et une pitoyable dérision pour ceux qui en font profession. Notre action contre un objectif économique du capitalisme britannique doit être considérée à sa juste valeur : un simple avertissement trop modeste à notre goût. Ce genre d'action reste symbolique, et notre but est de dépasser la contre-attaque symbolique, et mettre en œuvre une contre-violence réellement proportionnée à l'agression quotidienne, susceptible de mener à l'offensive finale. Sans constituer un soutien quelconque à une organisation ou à une idéologie, notre action n'a pour but que d'apporter une riposte ponctuelle minimum au milieu de l'indifférence générale et du silence contre-révolutionnaire.

Pour nous l'enjeu est clair : l'Irlande du Nord est, avec l'Allemagne Fédérale par exemple, un des bancs d'essai de la répression la plus sophistiquée et qui s'annonce la plus destructrice du prolétariat. Aujourd'hui les victimes sont une poignée d'individus présentés comme des fous dangereux ou des désespérés ; demain c'est chacun d'entre nous qui pourra être à leur place, dans des cellules spéciales d'isolement, condamné par des tribunaux au service direct du pouvoir, ou abattu dans l'ombre par l'Escadron de la Mort, Guerilleros du Christ-Roi, ou les SAS. Aujourd'hui c'est Belfast qui est quadrillée jour et nuit par les flics et l'armée d'occupation britannique ; demain peut-être Paris, Hambourg, Madrid, Milan...

Giscard, Ponia, et leurs homologues d'Allemagne, d'Angleterre, etc., veulent « faire l'Europe » comme on « fait la peau » aux gêneurs ; il ne tient qu'à nous de les en empêcher par une riposte radicale. »

Solidarité Révolutionnaire Internationale

« PS : Accessoirement, nous conseillons vivement à la direction de Marks and Spencer de continuer à payer ses employés comme d'habitude malgré ses petits ennuis... »

L'ALTERNATIVE

Dans l'école ou hors l'école", l'Alternative"_contact_éducation se veut un outil d'information et de regroupement local autour d'expériences et de projets qu'ils soient marginaux ou institutionnels. Le numéro coûte 3fts (dans les librairies parallèles) Permanence tous les jeudis de 20 à 22h. Tel 355_66_88. L'ALTERNATIVE_22, rue du Faubourg du Temple. 75011. PARIS_

● **Une enquête est ouverte jusqu'au 7 avril inclus sur la demande de permis exclusif de recherches de mines de fluorine et substances connexes, dit « Permis du Dounxou » (départements du Tarn et de l'Aveyron).** Même procédure et même marche à suivre que pour le « permis de Revelen » (voir plus haut). Sur les enquêtes d'utilité publique, voir G.O. N° 90, « Sur le terrain ».

● **Stages d'autoconstruction dans le Haut Languedoc, à 3 km de Lodève. « L'autoconstruction, c'est l'ensemble des connaissances théoriques et pratiques qui permettent de construire sans être soumis aux contraintes de l'industrialisation, de la routine et de l'économie de marché ».** Le but de ces stages, organisés par la Société coopérative d'animation urbaine et rurale (SCAUR), est de réaliser un « Mazet solaire » fonctionnant aux énergies douces, et construit uniquement par des méthodes d'autoconstruction.

Trois stages ont lieu en 1976 : du 22 mars au 1er avril, du 5 au 24 juillet, du 6 au 25 septembre. Chaque stage accueille 12 personnes au maximum. Prix à la journée tout compris (nourriture, logement, équipement, taxes, assurance) : 55 F. 40 F pour les étudiants, les retraités et les marginaux. Des dérogations et conditions spéciales sont possibles.
Renseignements et inscriptions : Claude Micmacker, SCAUR, Belbézet, 34700 Olmet par Lodève.

● **Le « Guide de l'agriculture biologique » est paru.** Publié par les Fiches Ecologiques de Lure, il recense 750 agriculteurs, 170 fournisseurs (semences, engrais, fongicides, insecticides), coopératives, stages. La liste d'adresses d'agrobiologistes est plus complète que celle du « Guide de la Vente directe » de Nature et Progrès . Par contre la liste des coopératives est tout à fait incomplète. Un document indispensable pour tous ceux qui ne veulent plus manger idiot. Prix : 10 F. Fiches écologiques, BP 86, 70200 Lure.

● **« Marjolaine 76 », « marché du mieux vivre »** (sic), organisé par Nature et Progrès et OIP (Organisations Idées Promotion), aura lieu du 30 avril au 9 mai 1976 au Pavillon d'exposition de la Bastille, 75012 Paris. Exposition de produits d'alimentation biologique, d'hygiène et santé, d'agriculture et jardinage, d'artisanat, d'énergie douce, d'« art de vivre » (sic). Dossiers d'inscription et renseignements : OIP, 62 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél : 522 99 30 et 387 85 36.

gramme : technologies douces, agriculture biologique, alimentation, relaxation, etc. Programme complet et bulletin d'inscription contre une enveloppe timbrée : Nature et Vie, 13 rue du Village Kervénanec, 56100 Lorient. Tél : (97) 64 26 57.

● **PARIS : « l'alimentation selon la pensée anthroposophique »,** par Xavier Florin, mercredi 17 mars ; **« les diverses écoles de végétarisme »,** par André Gaillard, mercredi 24 mars. Ces deux réunions ont lieu à 19 h 30, au local de Nature et Progrès, 45 rue de Lisbonne, 75008. Participation aux frais : 7 F, nombre de places limité, s'inscrire à l'avance.

● **PARIS :** Agnès Ouin et Jean Lapeyrie, membres du Comité d'Action des Prisonniers, passent en procès jeudi 18 mars à 13 heures devant la 16ème chambre. Ils sont accusés de vol à Inno-Montparnasse. Ils nient les faits, dénoncent la machination dont ils sont victimes, mais revendiquent la **légitimité du vol dans les grands magasins.**

● **PARIS : le Log (Laboratoire d'orgonomie générale),** association sans but lucratif, organise des « séances publiques » pratiques et théoriques sur des sujets comme la bioénergie, la relaxation, les blocages du corps, les massages, les technologies douces, etc. Documentation complète et renseignements sur demande : Log, BP 83, 75923 Paris Cedex 19. Tél. : 208 80 14. Le Log contribue à « Sexpol », dont un nouveau numéro est paru, en vente dans des kiosques. Dans ce n° 7 est inséré le programme du Log pour 1976.

● Un groupe d'enseignants particulièrement sensibilisés par le développement de l'énergie électro-nucléaire lance un **« appel des enseignants »** dénonçant la publicité faite par EDF auprès des établissements scolaires. Pétition à demander à C. Pineda, 8 rue de Nice, 75011 Paris.

● **Tout sur l'élevage des chèvres.** L'équipe du journal « Barabajagal » vient de réaliser une brochure qui se veut très pratique sur l'élevage des chèvres, la fabrication du fromage, et le tannage des peaux. Elle comptera 80 pages, avec couverture cartonnée et en couleur et paraîtra en avril. Une souscription est lancée au prix spécial de 8 F. Adressez vos demandes à **« Barabajagal », 03250 Le Mayet de Montagne.**

● **Session de discussion sur le « texte d'orientation politique » du Mouvement pour une alternative non-violente** (MAN), du mardi 30 mars au soir au dimanche 4 avril à midi. Participation aux frais : 100 F (dont 50 à l'inscription). Renseignements : centre de rencontre « Les Circauds », Oye, 71610 St Julien de Civry.

● L'Union Pacifiste de France, le Mouvement International de la Réconciliation, la Société des Amis Quakers et le Secrétariat des Objecteurs de Conscience viennent de publier un tract très clair et très précis, **« le service militaire n'est pas obligatoire »,** illustré par Cabu. A diffuser et faire lire. Disponible à l'UPF, 4 rue Lazare Hoche. 92100 Boulogne.

● **Une enquête d'utilité publique est ouverte jusqu'au 31 mars inclus au sujet d'une demande de permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dit « permis de Revelen », dans les départements des Côtes du Nord et du Morbihan.**

Une copie de la pétition et un exemplaire de la carte portant les limites du périmètre sollicité sont déposés au ministère de l'industrie et de la recherche (direction des mines, bureau de législation), 97 rue de Grenelle, 75007 Paris, ainsi que dans les préfectures du Morbihan et des Côtes du Nord, où le public pourra en prendre connaissance les jours ouvrables.
Les observations seront soit consignées par leurs auteurs sur les registres ouverts à cet effet dans chaque préfecture intéressée, soit adressées par lettre recommandée à chaque préfet intéressé.

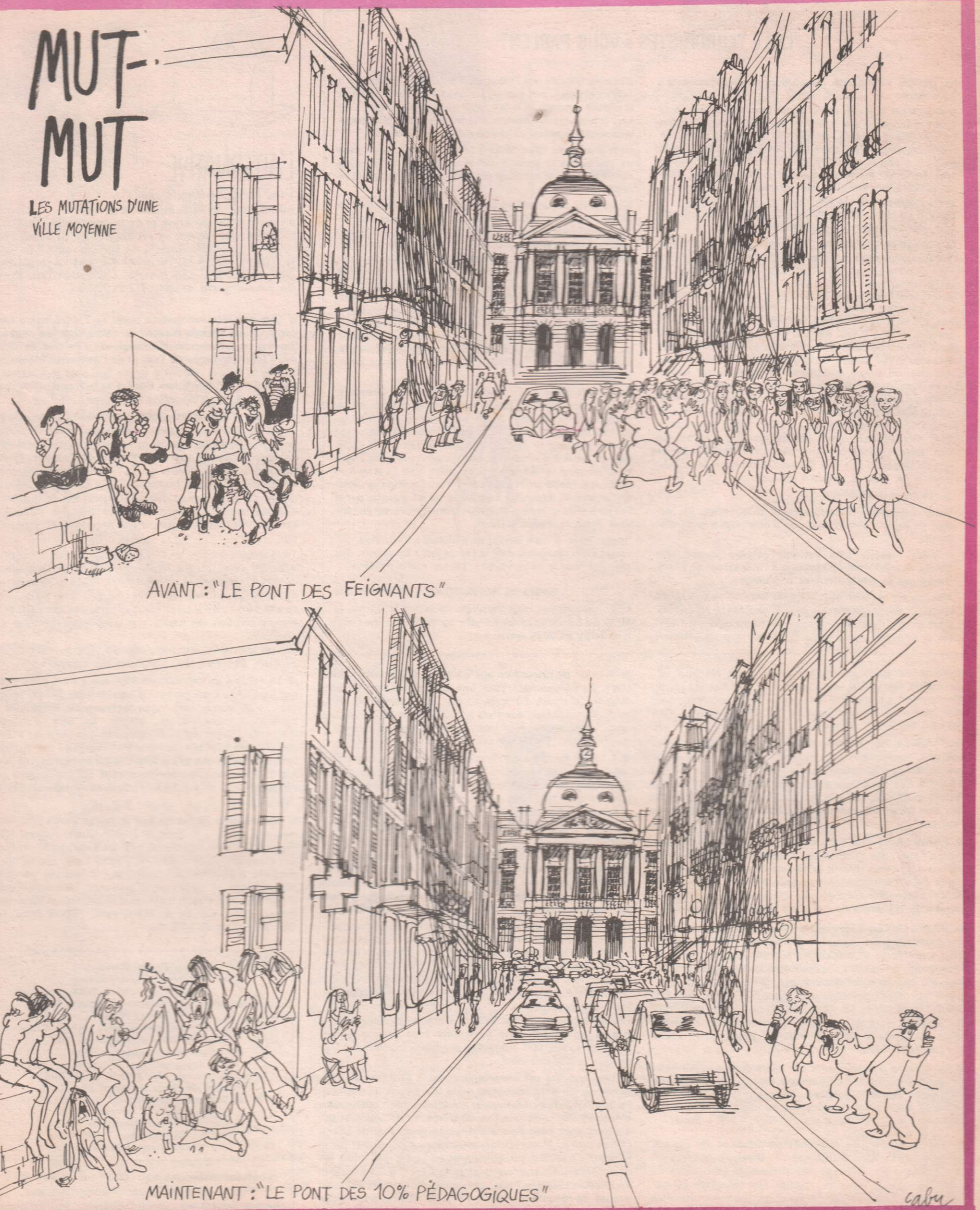
● **Une enquête est ouverte jusqu'au 3 avril inclus sur la demande de concession de mine d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite « concession d'Ambert-Sud », dans le Puy de Dôme.** La demande et ses annexes sont déposées à la Préfecture du Puy de Dôme (1re direction, 2e bureau). Observations à consigner sur le registre d'enquête, ou à envoyer au préfet par lettre recommandée. Envoyer un double au CEA, 29-33 rue de la Fédération, 75015 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception. Joindre l'avis de réception (ou à défaut le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise) à l'envoi au préfet.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
rédacteur en « chef » : Arthur
directrice de la publication : Isabelle Cabut
maquette : Philippe
virgules, accents et parenthèses : Laurent Samuel
relations extérieures : Martine Joly
rélations intérieures : Fifine
documentation : Françoise
administration : « les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2100 F
8, rue de Condé, 75006 Paris. (tél. : 033.47.02)
dépôt légal : 1er trimestre 1976
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris
distribution N.M.P.P.

**abonnements : un an : 180 F ; 6 mois : 95 F
trois mois : 50 F par chèque bancaire, chèque postal ou mandat adressé aux éditions Patatras, 8 rue de Condé, 75006 Paris**

MUT-MUT

LES MUTATIONS D'UNE VILLE MOYENNE



AVANT : "LE PONT DES FEIGNANTS"

MAINTENANT : "LE PONT DES 10% PÉDAGOGIQUES"

cabu

Imprimerie : Les Marchés de France, 44 rue de l'Ermitage, 75020 Paris - Directeur de la publication : Isabelle Cabut. N° commission paritaire : 53257. Distribution N.M.P.P.